

Archives Noël Roussel

Source à citer pour toute utilisation publique : <https://resistanceauquotidien.fr/>

Fac-similé des tracts et journaux clandestins de l'époque de la Résistance (1942 à 1944).
Ils ont été nommés et classés par date de parution (année-mois), date estimée quand le document n'est pas daté.

2-Tracts-journaux MUR.pdf

<i>Contenu</i>	page
43-03-MUR-La Déportation vous menace	2
43-03-MUR-Libération n°25	3
43-04-MUR-Appel rédigé par Juristes-Théologiens	7
43-05-MUR-Demain il sera trop tard	9
43-12-MUR-Franc-Tireur n°26	10
44-05-MUR-Unitaire SUD-Attaques des hitléro-vichyssois	14
44-08-MUR d'Auvergne n°10_20Août44	16
44-08-MUR d'Auvergne n°11_25Août44	18

La déportation vous menace

La mobilisation générale de la main-d'œuvre c'est l'esclavage et la mort.

Par la déportation, HITLER veut :

1° Décimer la résistance en France et enlever les mobilisables qui pourraient se joindre troupes de débarquement.

2° Avoir des ouvriers et des soldats de remplacement dans ses usines, ses fortifications et sur les secondes lignes du front russe.

3° Posséder des otages pour faire chanter les Alliés.

Relis son dernier discours :

« Qu'on n'espère pas, alors que l'Allemagne s'impose de tels sacrifices, que nous épargnerons des vies étrangères ».

LA RÉSISTANCE EN FRANCE

Ne réponds pas aux convocations.

Avec tes amis, menacés comme toi, décidez une attitude commune. Faites-le serment de rester solidaires.

Si tu es célibataire, ou que marié, tu puisses planquer ta famille, prépare vivres, linge, couvertures, tout l'argent que tu peux recueillir. Au premier danger, pars et rejoins le lieu que les Mouvements de résistance t'indiqueront.

Si tu es marié et que tu ne puisses planquer ta famille, prépare la résistance par la force ou la ruse. Couches chez des voisins, fais-toi porter malade. Si malgré tout on vient t'arrêter, que ta femme, tes enfants, tes amis, tes voisins t'escortent. Que par leurs cris et les tiens vous amenez la population. Provoquez des émeutes. L'administration allemande et la Gestapo, réduites à leurs seules forces seraient incapables de conduire les opérations de département. L'Allemagne qui craint un soulèvement français dont les répercussions seraient incalculables en Europe, tient par-dessus tout à ce que les opérations de déportation continuent à être assurées par les fonctionnaires français. Beaucoup de ceux-ci espèrent que nous les empêcherons de remplir leur mission, donc :

Mettre le désordre dans les services de recensement :

Neutraliser les policiers en leur montrant leur trahison et les châtiments qui les attendent.

Entraver par tous les moyens la marche des transports.

Pour le moment ne pas agir contre les troupes d'occupation.

A CEUX QUI PARTENT... RESISTANCE EN ALLEMAGNE

SABOTEZ. — Vous partez contraints et forcés pour l'Allemagne. Vous pouvez accomplir en territoire ennemi un travail utile et faire acte de patriote. Pour cela, sabotez.

Un peu de poudre à nettoyer (genre Nab) dans une boîte de graisse suffit à détériorer une machine. Un peu de sucre dans un réservoir ou un bidon d'essence paralyse un moteur. Trompez vous dans les écritures, indiquez sur les lettres ou les étiquettes de fausses destinations.

Ne manifestez pas bruyamment. Travaillez le moins possible et le plus mal possible.

DÉMORALISEZ. — Multipliez les amabilités avec les Allemands en les prenant toujours seul à seul. Démoralisez-les. Expliquez-leur qu'ils sont battus. Montrez-leur que les nazis ont trompés. Que pour nous le nazisme n'est pas l'Allemagne. Que nous avons la haine du nazisme et que jamais nous ne collaborerons avec lui, mais que nous ne haïssons pas les Allemands, que demain nous leur tendrons la main pour construire le socialisme.

GROUPEZ-VOUS. — Entrez en contact avec les prisonniers et les déportés des autres pays. L'union entre vous, le moment venu, fera votre force.

Renseignez-vous (plans des usines de guerre, casernes, aérodromes, nœuds ferroviaires et routiers) et transmettez ces renseignements par des voies sûres. Faites passer des messages. La Résistance française sur le front intérieur ne vous oublie pas. Ne l'oubliez pas vous-mêmes.

MEFIEZ-VOUS. — Et surtout soyez prudents. Ne vous liez qu'avec des gens sûrs. Ouvrez les oreilles, mais taisez-vous, si vous craignez que vos propos soient rapportés.

S'il y a un traître parmi vous, donnez lui une leçon et, s'il le faut, supprimez-le.

PEUPLE DE FRANCE, SECOUE TES CHAINES.

Il n'y a pas de police au monde pour arrêter toute une Nation.

Il n'y a jamais eu, dans l'histoire, d'homme ni de régime capable d'asservir l'Humanité.

L'heure de la délivrance approche.

AUX ARMES CITOYENS !

LIBÉRATION

ORGANE DES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE UNIS

Un seul chef: DE GAULLE; une seule lutte: POUR NOS LIBERTÉS

Autres Organes des Mouvements

de Résistance Unis

COMBAT

FRANC-TIREUR

La Jeunesse française répond : Merde

le Rassemblement du Peuple

La croix gammée a d'abord été le symbole de la Résistance. A Munich en 1920 les hommes d'Hitler étaient contre la collaboration.

A **LIBÉRATION** aussi, nous sommes les ennemis de la collaboration, mais nous sommes surtout les ennemis du Fascisme. D'un nouveau Fascisme qui tenterait de se lever sur l'imminente défaite allemande, NOUS NE VOULONS PAS.

Le Général DE GAULLE est notre Chef, il n'est pas notre Führer.

Le Général DE GAULLE ne représente pas un césarisme naissant, une ambition personnelle, il est le garant de la LIBERTÉ nationale et individuelle.

Les «résistants» de la dernière heure aiment à nous considérer comme de braves jeunes gens qui n'auraient d'autre espoir que celui du martyr.

Des martyrs? Certes il en fallait. Pour l'Homme, pour le Monde, pour l'Histoire. Le Parti Communiste et nous-mêmes, nous donnons les meilleurs d'entre nous.

Nais nous sommes des VOLONTAIRES nous ne sommes pas des imbéciles. Nous sommes des jeunes que deux années de combat ont mûris. Nous avons beaucoup appris, de Vichy et aussi... d'Alger. Nous savons reconnaître les ennemis de la Liberté quels qu'ils soient.

Le fascisme international, c'est la contre-révolution préventive, c'est la Sainte Alliance des nantis terrifiés, la dernière cartouche contre ce rassemblement populaire qui déjà, dans le monde entier, allait détruire les privilèges d'un capitalisme moribond.

(suite page 2)



Un martyr parmi tant d'autres. Un jeune Français de 17 ans qui avait coupé des fils téléphoniques à Brest est exécuté par la Wehrmacht. Il est mort très courageusement.

SABOTEZ LA CONSCRIPTION des esclaves au service d'Hitler

La relève n'ayant pas donné les résultats que les Allemands en attendaient, Hitler a exigé de Vichy des mesures plus draconiennes.

Le mot de mobilisation, dans la bouche de ceux qui capitulèrent en Juin 1940 risquait d'indigner le peuple de France. Aussi l'a-t-on remplacé par l'expression atténuée: «Service obligatoire du travail».

Il s'agit en fait de la déportation massive de notre jeunesse. Non content de garder nos prisonniers et d'arracher nos ouvriers à leurs foyers, les Allemands nous demandent tous nos jeunes hommes, sans exception.

Il ne s'agit pas, comme le laisse entendre hypocritement le texte officiel «de répartir équitablement entre tous les Français les charges résultant des besoins de notre économie». Il s'agit de livrer de nouveaux bras à l'Allemagne. Bichelonne qui a quelque raison d'être informé, a précisé que les nouvelles «recrues» seraient affectées à la construction de fortifications en Pologne.

En échange de cette conscription d'esclaves au service d'Hitler, le Reich offre de libérer quelques prisonniers. L'atroce comédie de la relève continuée qui permettra au gouvernement de Vichy de présenter comme un acte de généreuse politique l'un des crimes qui lui sera le plus difficilement pardonné.

Contre ces nouvelles mesures la jeunesse française s'est déjà, en esprit, dressée toute entière.

L'exemple des ouvriers de France doit demeurer constamment présent devant vos yeux. Les ouvriers ont retardé de six mois, par leur résistance, l'application de mesures de réquisition. Jeunes de France, imitez leur exemple. Le mois que vous pourrez gagner compte double aujourd'hui car l'Allemagne est pressée, car sa défaite est proche.

Manifestez contre le service obligatoire du travail. (suite page 2)

Français, sabotez le recensement pour la déportation

Le temps des équivoques

Il y eut un temps où beaucoup de Français croyaient à la victoire allemande. Les uns, les vrais patriotes, considéraient avec désespoir cette perspective accablante. Les autres, les plus nombreux, ne songeaient qu'à tirer parti de la situation.

Personne aujourd'hui ne croit plus à la victoire de l'Allemagne et les traîtres cherchent déjà à retourner leur veste. La Résistance doit faire face à de nouveaux dangers.

Déjà le retournement de Darlan, préparé de longue date, avait donné à réfléchir. Aujourd'hui à Paris comme à Vichy, autour de Doriot comme autour de Laval des intrigues se nouent.

Mais on ne trompera pas les hommes qui savent bien ce qu'ils veulent et les gars de **LIBERATION** sont de ceux là, dont le programme n'a cessé d'être fermement et clairement tracé : Libérer la France du Boche, libérer la France des collaborateurs du Boche et préparer l'avènement de la Quatrième République. **LIBERATION** sait de quoi et de qui il faut libérer notre pays et il ne sera

pas difficile à ses hommes de repousser les équivoques présentes ou à venir.

La première de ces équivoques, vous la connaissez bien. Il s'agit, nous dit-on, d'écarter le danger d'une invasion totale de l'Europe par les armées soviétiques, ou mieux de voler au secours d'Hitler.

D'autres manœuvres, infiniment plus tortueuses, se préparent dans l'ombre, à Vichy ou ailleurs. Les hommes de Vichy sont tous prêts à mener un double jeu. Livrant les patriotes à la Gestapo ils cherchent en même temps à prendre contact avec les vainqueurs de demain, pour se sauver eux mêmes d'abord et pour maintenir sinon la lettre du moins l'esprit de leur Révolution Nationale.

Le péril allemand est sur le point de disparaître. Pensons à ce danger nouveau. Contre ceux qui nous oppriment pour le compte d'Hitler nous maintenons fermement, avec le Général DE GAULLE et le Comité National, nos buts de guerre tels qu'ils ont été définis dans la Déclaration de Juin 1940.

Le temps des équivoques sera pour nous le temps de l'intransigeance.

INTRIGUES A VICHY

Les retournements de veste continuent. D'autres se préparent. Un peu partout de soi disant comités d'études se créent, sous des prétextes divers, dont l'objet véritable est de prendre contact avec les Anglais et avec les Américains.

Prévoyant maintenant la défaite d'Hitler les gens de Vichy voudraient sauvegarder leur Révolution Nationale.

C'est ainsi que Pétain personnellement s'efforce actuellement d'entrer en rapport avec les Américains à la fois par Lisbonne et par l'intermédiaire du Vatican.

Quant à Laval qui ne croit plus à la victoire d'Hitler et qui tremble pour sa peau, il renouerait lui-même volontiers les liens rompus il y a trois mois. Il multiplie les sondages à Lisbonne et à Tanger.

En d'autres circonstances ces efforts seraient risibles. Ils méritent aujourd'hui d'être suivis avec une extrême attention.

Votre indignation, votre haine devant les nouvelles mesures décrétées par Vichy contre les jeunes de France doivent s'exprimer sans délai. Faites votre devoir de Français : écrivez à Laval ainsi que nous vous l'avons demandé à l'occasion du *Referendum National contre Vichy* organisé sur l'initiative de **LIBERATION** par les Mouvements de Résistance Unis.

Tous contre le service obligatoire du travail

Suite de la page 1

Ne répondez pas aux convocations qui vous sont adressées

Plutôt que d'aller travailler en Allemagne, faites l'impossible pour trouver un lieu de refuge. On peut refuser leurs cartes d'alimentation à 300 récalcitrants, on ne les refusera pas à 300.000.

Des lâches, des égoïstes vous diront que contre la force les Français ne peuvent rien.

Nous saurons montrer, nous, que contre les lâches et les égoïstes notre force peut tout.

Quiconque, en ce dernier quart d'heure de la lutte, croira pouvoir se soustraire à la loi de solidarité qui est notre seul salut, sera abattu comme traître à la Patrie.

Ainsi par des actes les Mouvements Unis de la Résistance Française prouveront qu'ils sont présents aux côtés de la Jeunesse de France.

Sabotez les décrets allemands. Prenez contact avec les Mouvements de Résistance.

La France gardera ses hommes. Elle ne livrera pas de nouveaux otages. S'il le faut une moitié de la population cachera l'autre.

Vous avez répondu «Merde!» à Hitler. Que cette protestation, jaillie de votre cœur, ne soit pas vaine.

Le Rassemblement du Peuple

Suite de la page 1

Avec les plus durs, les plus durs des Français, **LIBERATION** a eu l'ambition de recréer les fondations de ce *Rassemblement du Peuple* élu par la Victoire.

Il appelle le gouvernement provisoire du Général DE GAULLE d'abord pour reprendre les armes et payer le tribut du sang en chassant l'ennemi de France.

Mais la fuite de l'ennemi ne signifiera pas forcément la fin de la guerre. L'armistice ne sera pas la paix.

Le *Gouvernement de la Libération Nationale* auquel avec les représentants de toutes les forces saines de la Nation, participeront les Mouvements de Résistance Unis, aura pour mission :

1. de faire la guerre et de la gagner.
2. de châtier tous les complices de la collaboration qui seront immédiatement traduits devant les tribunaux d'exception, soit pour trahison caractérisée devant l'ennemi, soit pour crime d'indignité nationale.

3. de préparer le retour à la Liberté par la restauration immédiate des libertés ouvrières et de la liberté de pensée, d'association et de la presse.

4. de rendre ses droits au *Suffrage Universel* pour l'élection dans un délai convenable, après la cessation des hostilités et le retour des prisonniers, d'une *Assemblée Populaire Constituante*.

Au moment où les érasantes victoires de l'héroïque armée rouge font déjà vaciller Hitler et se concierter les ou-

vriers de la dernière heure, **LIBERATION** marque sa volonté.

Nous voulons l'Insurrection, la Vengeance et la destruction de la trahison, mais nous ne voulons pas de guerre civile.

Nous voulons une Constitution garantissant à tous le Droit au Travail et au produit intégral, mais nous ne voulons pas de Dictature Etatique.

Et cet Etat nouveau qui n'aura rien de commun avec le *Système* qui s'est condamné lui-même à l'Assemblée de Vichy, nous le voulons à sa place dans une *Communauté des Nations*, fondée sur l'Union des Peuples Libres, telle qu'elle a été définie par la *Charte de l'Atlantique*.

Certains de notre bon droit, nous sommes sans peur, parce que nous savons que ce *Rassemblement du Peuple*, dont **LIBERATION** donne l'exemple, vaincra.

LISTE NOIRE N° 2

Nous avons noté : **Marcel ROQUES**, 11, rue Caraman à Toulouse, offre de faire passer, moyennant finances, les Israélites en Espagne et les fait arrêter.

JOUBERT, à Tarare, chargé de la répression des menées communistes ou antinationales. **Octave RAUCH**, route de Feurs, Tarare, chargé de signaler les Communistes et les Juifs. Cet allemand d'origine est très dangereux.

Fonctionnaires, sabotez le recensement pour la déportation

L'ALLEMAGNE aux ABOIS

L'Allemagne sent passer le vent de la défaite. 300.000 tués ou prisonniers à Stalingrad, une retraite désastreuse dans le Caucase, sur le Don, Rostov et Kharkov perdus, le bassin du Donetz menacé. Comme disait l'autre jour Goebbels: «la fortune de la guerre est capricieuse, hier elle nous caressait encore, la voilà qui nous accable aujourd'hui.»

Le désastre de Stalingrad n'a pas pu être caché au peuple allemand. Mais pour le faire accepter les dirigeants nazis ont tenté de déguiser le massacre de la 6^e armée en opéra wagnérien: la mort de Niebelungen dans le palais d'Etzel. Ces thèmes lyriques n'ont pu donner le change. Car au même instant un décret de Sauckel, dictateur de la main d'œuvre, ordonnait la mobilisation de tous les Allemands de 16 à 65 ans sans parler des femmes. «Ce décret, précisait un commentateur officieux allemand, permettra de mener la guerre totale». De son propre aveu l'Allemagne fait donc appel à ses dernières ressources. Elle en est là et ne peut plus le cacher.

Théoriquement les chiffres des effectifs mobilisables sont imposants: 25 millions d'hommes de 16 à 65 ans! Mais déjà 10 millions d'hommes au moins sont sous les armes et une bonne partie des 15 millions encore disponibles sont déjà employés dans les usines et aux champs, catégorie dont le décret Sauckel prévoit le maintien dans leur emploi. En mettant les choses au mieux, Sauckel, après avoir gratté tous les fonds de tiroir, enverra des coiffeurs, des garçons de café et des musiciens tourner des obus. Déjà toutes les professions qui ne sont pas d'une importance immédiate pour la guerre ont été écrémées depuis de longs mois, en même temps qu'ont été fermées les usines à faible rendement.

Comme l'écrivit Goebbels dans son journal «Das Reich»: «Mieux vaut pour la nation porter des haillons pendant un an que pendant un siècle».

Voilà où en sont les fiers conquérants de naguère: son impitoyable loi que la formule célèbre: «Du ou des canons» est devenue: «Des canons et rien, ment plus rien, pour les fondre ou pour les servir». 7 millions d'ouvriers étrangers qui travaillent en Allemagne ne suffisent plus. Nous le savons bien, nous quittons que la relève, chez nous, est devenue la dépense pure et simple.

Le gouvernement nazi, trop confiant dans l'action de ses sous-marins pour annuler les effets de la production américaine, vient d'avoir dans les steppes russes la brève révélation de sa mortelle erreur. Dans les explications de la propagande sur le décret Sauckel il en est une très révélatrice: «La mobilisation totale, condition nécessaire de la guerre totale, permet seule d'obtenir la victoire finale». Vite ou jamais. Mais il est déjà trop tard.

Le flot des armements américains et anglais ne peut grossir. Les bateaux sortent toujours plus nombreux des chantiers de Pensylvanie ou d'Ecosse et la production de l'amiral Doenitz, grand maître de l'arme sous-marine, n'y changera rien. Diplomatiquement des retournements singulièrement éloquentes se préparent: Turquie, Espagne, peut-être. L'Allemagne est aux abois.

Elle est aux abois et appelle le monde entier à son secours. L'épouvantail du bolchevisme est de nouveau brandi par la propagande. «C'est pour sauver l'Europe et la culture occidentale que nous faisons la guerre à la Russie». S'ils n'avaient peur d'irriter Wotan les portes-paroles ajouteraient que c'est aussi pour préserver la foi chrétienne. Les appels à l'Angleterre se multiplient. Si Rudolf Hess était encore disponible on l'enverrait, qui sait! se battre dans les milieux de Washington.

Tout cela n'est pas seulement plaisant. C'est désespérant.

la TRAHISON de l'ARMISTICE

VII - Capitulation de l'Armée ou capitulation de la France?

A Cagé, le 13 Juin, le Conseil des Ministres s'est séparé après que Paul Reynaud ait annoncé qu'il lancerait un suprême appel à Roosevelt tandis que Pétain et Weygand déclaraient que, quant à eux, ils ne quitteraient jamais la France et refuseraient de suivre le Gouvernement si celui-ci se retirait en Afrique du Nord pour y continuer la lutte dans l'Empire.

Le Conseil des Ministres se réunit à nouveau à Bordeaux le 15 Juin. Mais avant cette réunion, Weygand, comme il le reconnaît dans sa déposition devant le Juge d'instruction de la Cour de Riom, a eu une conversation particulière avec Pétain, Darlan, Baudoin et Bouthillier. C'est le clan des capitulards à tout prix. On peut deviner les dispositions qui furent prises derrière le dos du Président du Conseil. Reçu peu après par celui-ci, Weygand lui fait part d'une décision qui constitue l'annonce d'un refus d'obéissance caractérisé. Nous allons voir dans un instant sa portée.

La réponse de Roosevelt est arrivée.

Il nous fournira armes et ravitaillement si l'on continue la guerre en Afrique. 2.000 canons de 75 et un lot considérable de munitions devaient nous parvenir en convoi par Casablanca.

Mais il faut mettre fin à la lutte sur le sol français. A l'exemple de la Hollande il faut passer une convention avec les autorités militaires allemandes sans pour cela trahir la cause de nos alliés.

Même les membres du Conseil hostiles à la prolongation de la lutte y compris Pétain se rallient à cette procédure qui épargnera le sang de nos soldats. Weygand «rejette avec indignation cette suggestion». Pétain est chargé de convaincre Weygand, mais après son entrevue c'est Pétain qui a été convaincu et il s'oppose maintenant à une décision qu'il venait d'approuver.

Pour Pétain et Weygand, la procédure envisagée équivaudrait à une «capitulation» et jamais le généralissime «n'acceptera de jeter une telle honte sur les drapeaux de l'armée française».

Mais quelle honte y aurait-il à reconnaître une défaite, alors que cet acte servirait de prélude à la reprise de la lutte dans notre Empire? Où serait la honte alors que la France resterait fidèle à ses alliés et pourrait continuer de combattre à leurs côtés avec sa flotte et ses armées d'outre-mer?

En réalité les belles formules de Weygand ne servent qu'à couvrir une œuvre et un chantage. Lui et Pétain veulent un armistice qui sorte la France définitivement de la guerre. Un armistice qui soit un acte politique du Gouvernement et pas seulement un acte militaire; qui liquide tout un passé qu'ils détestent: guerre, à leurs yeux futiles, résistance idéologique à l'hitlérisme, régime républicain; ces égarements dont Hitler désolidariserait aimablement Pétain six mois tard à Montoire lorsqu'il le saluerait avec la phrase célèbre: «Je sais bien que vous n'avez pas voulu tout cela.»

Dès lors, pour le Conseil des Ministres, plus d'autre solution que de se séparer d'eux. Un maréchal de plus de 80 ans, un généralissime qui refuse d'obéir au Gouvernement ne peuvent être écartés? La question inévitablement va se poser... Elle est posée sur les lèvres de plusieurs.

Mais Chautemps veille.

L'heure de la plus grande lâcheté de la lâcheté camouflée — a sonné.

Il se sent l'homme de la situation. Les militaires étaient trop brutaux. Leurs malices étaient cousues de fil blanc.

A partir de maintenant, c'est lui qui va mener le jeu.

(à suivre)

Policiers, sabotez le recensement pour la déportation

LA RESISTANCE OUVRIERE ET PAYSANNE

C'est surtout à l'occasion de luttes générales ou violentes que le gros des travailleurs français cherche le chemin des syndicats pour s'y engager.

La lutte contre la Relève n'a pas fait exception à cette règle. Mais cette fois trop d'ouvriers n'ont pas reconnu le chemin.

Que les Travailleurs ne voient pas dans ces lignes même l'ombre d'un reproche. Les Français de toutes catégories et de toutes opinions que lie la même volonté de résistance les admirent; les combattants alliés également. Cependant, nous attendons d'eux quelque chose de plus que ce qu'ils nous ont déjà donné: **L'UNITE SYNDICALE POUR LA LIBERATION.**

Nous savons ce que la France vous doit, Camarades Ouvriers, Vous n'avez jamais désespéré d'Elle, au contraire d'une prétendue élite, avachie et apeurée qui préfère la disparition totale de la Patrie à une seule victoire militaire russe. Vous supportez sans atténuation possible les méfaits de la sous-alimentation; les rapports officiels ou médicaux sont à cet égard effrayants. C'est sur vous que la répression hitlérienne s'est le plus lourdement abattue; nous apprenions tout récemment encore de ces vaillantes régions du Nord et du Pas-de-Calais que des jeunes mineurs sont journellement torturés par la Gestapo selon d'atroces et hallucinants procédés moyenâgeux avant d'être fusillés. C'est à la classe ouvrière que l'occupant essaie d'imposer le plus lourd et le plus douloureux des tributs: la déportation et le servage, et sa lutte pour échapper à l'étau de fer est la plus périlleuse de toutes.

HONNEUR DONC, AUX OUVRIERS FRANÇAIS!

Honneur à eux, aussi pour n'avoir jamais transigé et s'être constamment détournés des soit-disant syndicalistes de Vichy qui, pour quelques prébendes, supprimèrent la C. G. T. et la liberté syndicale, après avoir assassiné la République d'accord avec une tourbe de politiciens tarés, de dirigeants de trusts et de généraux capitalistes.

Camarades Ouvriers vous avez bien fait de refuser dédaigneusement l'unité que LAVAL et LAGARDELLE vous proposaient de faire avec ces tristes sires et avec tous les champions de la trahison: les mouchards de la Légion, les vendus à la mode Citton, les hitlériens du groupe LAFAYE-DUMOULIN, les nervis et les gangsters des groupements corporatifs d'oriotistes.

Cette unité que vous avez fait échouer elle ne pouvait servir que la politique de soumission et de destruction de la France.

Mais l'heure des refus est dépassée. Il vous faut faire plus: Construisez dès maintenant votre unité à vous, la

seule vraie: **L'UNITE OUVRIERE POUR LA FRANCE ET LA LIBERTE, L'UNITE OUVRIERE POUR LA LIBERATION.**

Par elle vous pourrez à nouveau faire entendre vos doléances malgré toutes les entraves et tous les règlements et lutter contre la misère où vous êtes plongés.

Par elle, vous paralysez les ex-syndicalistes traitres à l'honneur ouvrier et à la France et, d'accord avec ceux qui n'ont jamais failli, qu'ils soient chrétiens ou ex-confédérés de toutes tendances, vous jetterez les bases de la IV^e République et de la Résurrection française.

Mais avant tout, vous aiderez puissamment la Libération, vos cohortes animeront l'opinion nationale et c'est d'elles que sortiront les artisans habiles héroïques dont l'action devancera les proches opérations militaires qui vont amener notre délivrance et l'écrasement de l'hitlérisme.

La classe ouvrière, comme la France se sauvera elle-même!

Unissez-vous dès maintenant dans vos syndicats! « **UNITE D'ACTION POUR LA LIBERATION** » tel doit être votre mot d'ordre à l'heure où les magnifiques combattants russes, la puissante armée MONTGOMERY et les sublimes volontaires de DE GAULLE remportent d'éclatantes victoires sur les ennemis de l'HUMANITE LIBRE.

Personne ne peut vous empêcher de vous unir pour faire de vos syndicats les instruments de la VICTOIRE.

La RESISTANCE tout entière vous le demande avec reconnaissance...

FAITES CIRCULER LIBERATION

Un Valet de Vichy : **ANDRÉ MASSON**

Pour remplacer M. Pinot, qui au Commissariat des Prisonniers s'abstenait soigneusement, faute impardonnable sans doute, de faire de la politique, Vichy a désigné M. André MASSON.

Choix singulier de prime abord. Avant cette guerre, M. André Masson n'était qu'un journaliste médiocre. Choix qui s'explique quand on examine de plus près les activités de M. André Masson après que les hasards de la guerre l'eurent conduit dans un stalag allemand.

M. Masson commença fort adroitement. Il créa un journal parlé qui lui permit de se faire valoir aux yeux des Allemands en faussant délibérément «ses» informations.

Ses camarades commençaient à se méfier de ce dispensateur de «bobards» officiels, lorsqu'ils eurent brusquement la révélation de sa vraie personnalité.

Un jour, sur la demande de l'officier allemand chargé de la propagande dans les camps, Masson fut chargé de créer

ils résistent, ils ne partent pas

La comédie de la relève continue. Mais la résistance magnifique des ouvriers continue elle aussi.

A Clermont-Ferrand les cas se multiplient d'ouvriers que la police est obligée d'amener à la gare menottes aux mains. Au début de Février deux trains d'ouvriers ont été formés dans ces conditions odieuses. Au moment où les convois s'ébranlaient ce fut une formidable clameur: «Nous reviendrons bientôt, avec les Russes».

A St-Germain-des-Fossés des ouvriers qui refusaient de monter dans un train ont été brutalisés.

Des cas analogues de résistance sont signalés de partout, de Montluçon, une fois encore, de St-Etienne, de Valence, d'ailleurs.

HONNEUR A LA CLASSE OUVRIERE pour sa fière et héroïque résistance.

MERCI A DES INCONNUS

La propagande allemande de Vichy, incapable de se faire entendre à visage découvert, prend le masque de LIBERATION. De faux numéros de notre journal engagent avec nous une polémique à laquelle nous estimons superflu de répondre.

Contentons-nous d'enregistrer cet hommage rendu maladroitement à notre travail. Les faussaires n'osent pas dire leurs noms, la France saura un jour les nôtres. Les employés de M. Marion annoncent que leur LIBERATION paraîtra «tant que la feuille gauliste du même nom». Ils en sont au numéro 19 bis, nous en sommes aujourd'hui au 25. Il y a du retard. Allons, Messieurs, un petit effort!

Et vous, amis lecteurs, prenez garde à ces provocateurs.

un journal «L'ESPOIR». Il s'empresse d'accepter et l'on put bientôt lire sous sa plume de cinglants articles dans lesquels la démocratie était traînée dans la boue à longueur de colonnes. Seule l'Allemagne et la Révolution Nationale trouvaient grâce devant M. Masson.

Il est à peine besoin de dire que ce personnage était profondément méprisé par tous ses camarades. Il reçut un jour de l'un de ces derniers, une gifflée magistrale accompagnée de ces mots: «Des Français comme toi voilà ce que j'en fais...» Mas-on n'eut même pas le courage de riposter.

Tel est l'homme qui prétend aujourd'hui représenter la pensée intime des centaines de milliers de Français qui demeurent derrière les barbelés parce qu'ils n'ont pas voulu faire son infâme métier. Tel est l'homme dont Vichy n'a pas hésité à faire l'un des hauts fonctionnaires du nouveau régime,

Sans commentaires.

Paysans, organisés des refuges pour les Français traqués

Aux Français qui croient encore à Vichy...

CONSULTATION donnée par un groupe de Juristes et de Théologiens

Note sur quelques observations techniques concernant le problème du Gouvernement

Les auteurs de la présente note, frappés par la difficulté qu'éprouvent un grand nombre de leurs concitoyens de comprendre la doctrine traditionnelle de l'Eglise quant au respect du pouvoir établi et à en faire l'application aux circonstances de la France de 1940, ont l'espoir d'éviter une division plus profonde des esprits en formulant les observations suivantes.

PREMIERE PARTIE

EXPOSE DES PRINCIPES

I

A) On appelle *gouvernement* le pouvoir souverain qui existe dans un Etat, l'organe, un ou plural, de l'autorité suprême qui s'exerce sur un peuple.

B) On appelle *gouvernement national* celui qui s'exerce sur une communauté nationale, lorsque celle-ci est parvenue à s'ériger en Etat indépendant et libre et à se faire reconnaître comme tel par les autres membres de la communauté internationale.

C) On appelle *gouvernement légitime* celui dont l'autorité, acceptée par le peuple qu'elle régit, pourvoit aux exigences essentielles du bien public.

II

A) Il n'y a *gouvernement* proprement dit que là où il y a *souveraineté* (1).

Une autorité est souveraine lorsque, dans son ordre, elle ne rencontre aucune autre autorité qui la concurrence ou qui la domine, lorsqu'elle détient le pouvoir du dernier mot.

Bien que la souveraineté soit une et que la distinction manque de base qui prétend opposer une souveraineté interne et une souveraineté externe, elle se présente sous deux aspects. Tantôt, il s'agit d'exprimer l'Etat dans la vie internationale, vis-à-vis des autres membres de la Société internationale, tantôt il faut en régir les ressortissants eux-mêmes et ordonner les institutions nécessaires à leur vie en commun. Dans les deux cas, il faut qu'appartienne au gouvernement le jugement en dernier ressort de ce qui convient à la communauté, ainsi que le choix des moyens destinés à le procurer.

La souveraineté peut disparaître de deux façons : en droit et en fait. En droit, si l'établissement d'un nouveau statut juridique consacre la subordination de l'autorité supérieure ;

En fait, soit que le gouvernement d'un Etat ne parvienne plus à imposer efficacement son autorité à l'intérieur de ses frontières, soit que, sans modifications juridiques apportées à son Statut, il perde son indépendance vis-à-vis de l'étranger et se trouve dans des conditions qui le rendent incapable d'exercer librement et par lui-même son pouvoir de détermination. Cette dernière hypothèse se trouverait notamment réalisée dans le cas d'une hégémonie politique, économique et militaire exercée par une puissance étrangère et accompagnée de menaces de représailles et de sanctions.

B) Un *gouvernement* sera dit *national* s'il préside aux destinées d'une nation maîtresse d'elle-même et s'il la régit dans une véritable indépendance à l'égard de tout peuple étranger. Son autorité s'applique alors à une communauté de culture homogène et s'exerce dans le cadre d'un Etat national, qui devient l'organe de cette communauté et prend en charge les valeurs de civilisation dont elle est porteuse.

C) On peut dire d'un *gouvernement* qu'il est *légitime* lorsque son autorité, reconnue par le consensus au moins tacite des citoyens (2), est mise au service du peuple sur lequel elle s'exerce (3). Cette existence

seule est fondamentale et permanente : le vice originel dans la transmission du pouvoir est rapidement converti lorsque l'usurpateur procure à ses sujets l'ordre et la paix qu'ils attendent de l'Etat (4).

Dans quelle mesure peut-on réclamer d'un gouvernement qu'il soit national pour qu'il mérite d'être dit légitime ? Dans la mesure exacte où ce caractère national est nécessaire à l'adhésion au moins passive des gouvernés et au service de leur bien commun. Or, d'une part, si on est en présence d'une communauté nationale homogène, son consentement sera difficilement acquis à un gouvernement étranger. D'autre part, le bien commun d'un peuple comprend au premier chef les biens spirituels propres à assurer son progrès, et donc tout d'abord ceux qui répondent à sa vocation particulière : il a donc droit à voir non seulement conserver, mais consacrer et développer les valeurs de civilisation dont il est constitué dépositaire parmi les nations. Si ce peuple est inapte à s'ériger en Etat, il a droit au moins à ce qu'un Statut approprié vienne protéger son patrimoine culturel de « minorité nationale ». Si son développement historique le lui permet et que l'ordre international ne s'y oppose pas (5), il peut à bon droit considérer comme exigée par la justice sa constitution en Etat autonome sous un gouvernement national.

III

Ces précisions doivent aider à résoudre le problème pratique de l'attitude qui s'impose au citoyen et spécialement au citoyen chrétien, en présence du pouvoir établi.

A) Envisageons d'abord le cas d'un pouvoir qui se présente avec certaines apparences extérieures de la souveraineté, mais à qui cependant fait défaut quelques-unes des conditions nécessaires à l'existence d'un vrai gouvernement (autorité efficace, indépendance réelle).

Ce pouvoir sera en réalité, non l'autorité suprême qu'il prétend être (puisqu'il y a toujours gouvernement, hors l'état d'anarchie), mais une autorité subalterne par rapport à un vrai gouvernement auquel il sera plus ou moins étroitement assujéti. Il se présentera ainsi (puisqu'il a une certaine apparence d'indépendance) comme une *autorité subordonnée, mais largement décentralisée* : il jouera donc un double rôle, celui d'agent de transmission et d'exécution pour les affaires d'Etat, que se réservera naturellement le gouvernement dont il dépend ; celui de pouvoir local, ayant initiative et autorité propres pour les affaires d'intérêt limité dont la connaissance lui est abandonnée. Ainsi en va-t-il des Etats particuliers au sein d'un Etat fédéral, des protectorats et, d'une certaine façon, des municipalités en droit français.

Il s'ensuit :

1° qu'en dépit de ces prétentions un tel pouvoir ne peut être considéré comme un vrai gouvernement ;

2° que, dans la mesure où il opère comme agent d'exécution, la légitimité ou l'illegitimité de son pouvoir doit être appréciée non en sa personne, mais en celle du gouvernement véritable dont il transmet les ordres ;

3° que, dans l'hypothèse où ce dernier devrait être considéré comme illégitime, rien n'empêche d'admettre encore la légitimité de cette autorité décentralisée, dans la mesure où elle agit comme administration locale.

Elle peut ainsi obtenir, à bon droit, une obéissance assez étendue,

(4) Les raisons historiques font attacher une importance excessive aux conditions d'investiture du pouvoir : il y a une tendance à ramener la question de la légitimité d'un gouvernement à un problème de droit constitutionnel ou au point de savoir si l'autorité de ce gouvernement est suffisamment assise pour qu'on puisse la qualifier de « pouvoir établi ». Cela tient, à ce que depuis un siècle, dans notre pays, on est fréquemment interrogé sur la légitimité d'un gouvernement issu de la Révolution.

(5) Cf. LECLERCQ, pp. 70 et 71.

(6) Cette solution aura encore l'avantage de renforcer par le sentiment de la solidarité nationale l'union entre citoyens, si nécessaire à la prospérité de l'Etat. Cf. SAINT THOMAS (« Politique », I, III, lec. 2).

(1) La notion juridique de souveraineté est celle, non d'un pouvoir arbitraire et absolu, mais du pouvoir le plus élevé dans son ordre : elle ne présente donc aucune incompatibilité avec celle d'un ordre naturel ou d'un ordre positif international dont le respect s'impose même aux Etats.

(2) Cf. LECLERCQ, p. 40 (Abbé Jacques Leclercq : « Leçons de Droit Naturel », I, II). « L'Etat ou la politique », Chartier, Namur, 1929.

(3) Cf. LECLERCQ, p. 281.

mais ce à quoi elle ne peut prétendre, c'est au loyalisme dû aux gouvernements proprement dits (8).

B) Si nous considérons maintenant le cas d'une autorité véritablement souveraine, la situation changera du tout au tout, suivant qu'elle sera ou non reconnue légitime.

S'agit-il d'un gouvernement illégitime, il n'a, en principe, aucun droit à l'obéissance. Une certaine soumission peut cependant lui être parfois due par égard pour la paix publique.

Le gouvernement légitime, au contraire, peut exiger à juste titre l'obéissance et le loyalisme des citoyens. Mais il ne dispose pas pour autant de pouvoirs absolus. Constitué pour procurer le bien commun, il rencontre par cela même des limites. Il est des biens dont il ne lui appartient pas de disposer et qu'il ne peut aliéner.

IV

Dans certaines des hypothèses que nous venons d'envisager, soit en l'absence de véritable gouvernement réalisant toutes les conditions voulues, soit en présence d'un gouvernement illégitime excédant ses pouvoirs, on se trouve dans une situation anarchique où certains éléments du bien de la communauté nationale n'étant plus sauvegardés par aucune autorité, la responsabilité en incombe à tous les citoyens.

C'est à chacun d'eux, selon ses forces et ses lumières, à prendre, avec le plus de clarté et de sens national, les attitudes et même les mesures qui sauveront l'Etat et la Patrie (9).

L'Eglise, en tant que telle, n'a pas à préparer parti, en ce sens qu'elle n'est pour rien dans l'établissement du gouvernement tel que le lui présentent les autorités et les citoyens du pays qui se l'est donné, sans se prononcer, ni sur la légitimité de son origine, ni sur sa plus ou moins exacte conformité aux besoins et au tempérament des gouvernés, elle se contente de vérifier qu'il est pouvoir établi. Elle reconnaît et respecte ce pouvoir et pratique à son égard le loyalisme. Il n'y a pas pour elle obéissance : elle ne lui est évidemment pas soumise.

Les citoyens, en tant que tels, même catholiques, ont eux à prendre parti. C'est leur affaire propre et leur devoir impérieux que de travailler au bien commun de la Société temporelle. Peuvent-ils dire qu'ils ne sont en aucune manière responsables de ce bien commun, que le soin en incombe exclusivement et sans contrôle aux hommes chargés des pouvoirs publics, et qu'ils accomplissent tout leur devoir en obéissant aveuglément à ces derniers et en donnant leur plein assentiment à leurs actes ?

Non sans doute.

Pour les citoyens, il y a d'abord un devoir d'obéissance. Cette soumission n'est pas absolue : elle a ses limites. Il faut que l'ordre soit juste et qu'il soit conforme au bien commun. Et sans doute ce n'est pas la conscience individuelle isolée qui a charge de prononcer sur cette justice cette conformité au bien commun.

Les citoyens ont encore un devoir de loyalisme. Ce loyalisme n'est pas de même nature que celui dont il vient d'être parlé à propos de l'Eglise : il comporte d'autres devoirs et d'autres responsabilités. Ce devoir n'existe pas à l'égard de tout pouvoir établi, quel qu'il soit. Il faut que soient remplies d'autres conditions, notamment d'indépendance à l'égard de l'étranger, de souveraineté, d'adhésion d'une partie notable de la communauté.

DEUXIEME PARTIE

APPLICATION AUX FAITS

Des principes qui viennent d'être résumés il résulte que, dans les circonstances actuelles, ni l'Empire français, divisé en trois ou quatre tronçons, n'est un véritable état, ni les pouvoirs publics à la tête desquels se place le maréchal Pétain ne constituent un véritable gouvernement.

Les événements qui se déroulent depuis juin 1940 le démontrent à l'évidence. Déjà, à ce moment, le Maréchal est obligé de nommer, comme son représentant auprès des autorités allemandes d'occupation, après le retrait exigé de celui qu'il avait choisi, l'homme que lui impose l'autorité étrangère, M. Fernand de Brinon, et d'agréer, comme ambassadeur d'Allemagne auprès de lui, un individu qu'un gouvernement français précédent avait expulsé de France comme espion, affront dont l'acceptation témoigne d'une sujétion pure et simple à l'étranger.

En décembre 1940, le Maréchal destitue le chef de son gouvernement, M. Pierre Laval, et ordonne son arrestation ; l'ambassadeur d'Allemagne, accompagné de troupes allemandes, vient exiger la mise en liberté de cet homme politique.

Au début de 1942, le Maréchal fait lui-même l'aveu officiel et public de son absence de souveraineté en déclarant son « exil partiel » et l'état de demi-liberté où il se trouve.

(8) Le loyalisme est une attitude complexe dans laquelle on trouve : a) la reconnaissance de ce que le gouvernement manifeste en droit et en fait les caractères essentiels d'un véritable gouvernement ; b) un attachement sincère et profond qui repose sur la conviction que les institutions publiques sont de nature à procurer le bien commun et qui s'imprime par la volonté de servir ce gouvernement et de l'aider dans ses tâches principales. Cette coopération de tous ceux qui font partie de la société politique à laquelle préside ce gouvernement (il ne s'agit évidemment pas ici des fonctionnaires) n'a pas le caractère d'une obéissance passive. Elle peut comporter des éléments de libre détermination pouvant parfois lui faire prendre le caractère d'une opposition régulière dans le respect des formes constitutionnelles.

(9) Cf. LECLERCQ, pp. 297 et 310.

En avril 1942, sur l'ordre d'un gouvernement étranger, il est contraint de renvoyer son gouvernement, de prendre comme chef du gouvernement M. Pierre Laval, qu'il avait destitué et emprisonné en 1940, et d'opérer une modification à la constitution en pour élargir les pouvoirs de l'homme que lui impose l'étranger, il se dépouille de sa qualité de chef du gouvernement qu'il avait jusqu'alors, pour la céder au chef de l'Etat ; en même temps il est contraint de renvoyer jusqu'aux membres de son cabinet particulier.

Une foule de faits graves et douloureux, et qui constituent l'objet même de la politique étrangère et d'une bonne partie de la politique intérieure du gouvernement français, sans emporter chacun isolément la conviction de leur inspiration étrangère, constituent par leur accumulation, pour tout homme réfléchi et de bonne foi, l'accablante démonstration d'un synchronisme de l'action du gouvernement français et de l'action du gouvernement allemand, de la subordination du premier au second (retrait de la Société des Nations ; formation d'une armée luttant aux côtés de l'armée allemande, sous l'uniforme allemand, et après prestation d'un serment de fidélité au Führer allemand ; atteintes systématiques à la non-rétroactivité de la loi pénale ; mesures de spoliation et de persécution des juifs ; formation d'une garde prétorienne sur le modèle des S. S. et de la Milice fasciste ; destruction des organisations syndicales).

Juridiquement et moralement, il n'y a pas de demi-liberté. On est libre ou on ne l'est pas. Le Maréchal ne l'est pas.

Il est certain qu'un tel gouvernement — il l'avoue lui-même et les faits le prouvent — n'est pas maître, dans les mesures qu'il édite, de se déterminer suivant la notion qu'il a du bien commun de la nation française ; il suit la loi d'un intérêt différent qui lui est imposée sous de dures menaces par le vainqueur.

D'autre part, l'honneur de la nation est un bien dont un gouvernement, même réel et légitime, n'a pas le pouvoir de disposer. En particulier, si le pouvoir de Vichy n'est en droit de dégrader unilatéralement la nation de l'engagement contractuel, formel et tout récent, de ne pas conclure de paix séparée, il ne pouvait pas ordonner une collaboration volontaire avec l'ex-enemi continuant la lutte contre l'ex-allié d'une guerre juste.

Faisant application aux faits ainsi observés des principes dégagés plus haut (1^{re} partie, III-A), on est en droit de peser notamment les conclusions suivantes :

a) Le pouvoir dont le siège est à Vichy, serait-il un gouvernement réel et légitime, a dépassé ses pouvoirs en disposant de l'honneur de la nation, en continuant la guerre continuant entre son ex-enemi et son ex-allié, il a ordonné et entrepris une politique de collaboration consentie avec l'ennemi et fait des vœux exprès pour le triomphe définitif de l'ennemi. La résistance à une telle politique est un devoir strict pour les citoyens.

b) Le pouvoir de Vichy ne peut, quoi qu'il en prétende, être considéré comme un véritable gouvernement envers qui s'imposent les devoirs d'obéissance et de loyalisme.

c) Le gouvernement dont relève effectivement le peuple français est celui dont l'armée occupe la totalité du territoire depuis le 11 novembre 1942 et dont les agents contrôlent le pays.

d) Le gouvernement doit être considéré comme illégitime, car aucune nation n'a de titres plus évidents que la France à se constituer en état national (10).

e) Le pouvoir de Vichy constitue une autorité décentralisée qui a droit à l'obéissance dans le domaine de sa compétence, c'est-à-dire dans la sphère de l'administration courante, à l'exclusion de toutes les affaires d'Etat.

Les deux séries de conclusions sont parfaitement indépendantes l'une de l'autre. Chacune isolément suffit à dégrader les citoyens français de toute obéissance aux ordres du pouvoir de Vichy en matière de politique extérieure.

Depuis la rédaction de ce document, un fait nouveau s'est produit, qui apporte à ses conclusions une confirmation d'une singulière vigueur. Le gouvernement allemand s'est emparé sur le sol français d'un certain nombre de pouvoirs politiques aux mains du gouvernement de Vichy, savoir MM. Raynaud, Mandel, Dabadier, Blum, Herriot, Jenuaux, général Gamelin, et les a internés en France ou déportés en Allemagne. Le gouvernement du maréchal Pétain, bien que, déclarant toute responsabilité dans ces mesures, n'a élevé contre elles aucune protestation et, en contribuant à subsister dans de telles conditions, il a accepté implicitement de se laisser dépouiller par la puissance occupante de ses pouvoirs de justice, c'est-à-dire de l'attribution la plus essentielle de la souveraineté. Le fait est d'autant plus remarquable qu'il s'agit, en l'espèce, de décrets politiques dont l'inculpation mettait en cause le pouvoir du gouvernement de Vichy de défendre sa propre existence.

Un pouvoir n'est pas fait pour livrer son peuple, mais pour le défendre. Il doit agir pour son peuple et non contre lui. Un pouvoir désormais impuissant, privé qu'il est du droit de justice, à remplir cette fonction essentielle de défense est incapable à gérer les droits communs. Il ne peut rendre service qu'à l'ennemi dans son entreprise de destruction nationale, et c'est pourquoi il convient de prendre garde que la longanimité à l'égard de ses membres ne tourne, consciemment ou non, à la complicité avec l'ennemi.

LES MOUVEMENTS DE RESISTANCE UNIS.

(10) Il devient dès lors surabondant de constater qu'en l'absence totale de liberté le silence même relatif de l'opinion ne peut être considéré comme un début de consensus.

Demain, il sera trop tard !

FRANÇAIS, le 3 juin sera une date mémorable dans notre histoire. Deux grands chefs ont scellé par leur alliance l'unité de l'empire en guerre. 60 millions d'hommes reprennent les armes aux côtés des alliés.

Cet empire que la France a forgé en cent ans d'une inoubliable épopée sera, par un juste retour des choses, le meilleur instrument de sa libération.

3 juin 1943, le Comité Exécutif de la Libération Nationale est constitué. La France reprend son rang de grande puissance pour la guerre comme pour la paix.

LA VICTOIRE SE RAPPROCHE.

DEMAIN, L'ARMÉE FRANÇAISE, LES ARMÉES ALLIÉES HISSERONT LEURS DRAPEAUX DEVANT NOS CÔTES. Il sera trop tard pour choisir, trop tard pour se repentir. C'est maintenant que, dans le secret de ta conscience tu dois te décider.

Français, ton choix est fait.

Tu engageras la lutte à mort.

Contre le gouvernement de la capitulation et de la trahison.

Contre le gouvernement qui a souillé le drapeau, trahi l'honneur, livré ses enfants au bagne.

Contre le gouvernement qui a trahi la France pour assassiner la République.

Contre le gouvernement dont la souveraineté n'est plus reconnue que par ses ennemis.

Contre le gouvernement qui t'affame pour engraisser l'ennemi.

Avec ceux qui ont relevé le drapeau, sauvé l'honneur.

Avec ceux qui ont constamment donné à la vie son sens et à la raison l'espoir.

Avec ceux qui n'ont jamais cessé le combat et sont morts pour la délivrance.

Avec ceux qui veulent, par la Victoire, te rendre une REPUBLIQUE renouvelée.

Avec les Nations Unies, les vainqueurs de demain.

Français, ton choix est fait.

Pour la Liberté contre l'Esclavage.

Pour le Combat contre la Servilité.

Pour la France contre l'Anti-France.

Viens aux Mouvements de RESISTANCE UNIS :

COMBAT -- FRANC-TIREUR -- LIBERATION.

LE FRANC-TIREUR

Organe des Mouvements Unis de Résistance — Liberté - Egalité - Fraternité

ILS ONT PEUR, LA VICTOIRE APPROCHE...

Traître à la République et à la Liberté le vieillard de Montoire à présent s'en réclame ! Mais la fin d'Hitler sera celle de Pétain

L'heure de la victoire approche et, avec elle, l'heure du châtimement ! Pétain a peur.

Hier encore, croyant stupidement à la victoire allemande, il raillait la Démocratie, le suffrage universel, l'institution parlementaire. Aujourd'hui, voyant les Russes au delà du Dnieper, les Anglo-Saxons en Italie, le drapeau de la revanche flottant sur l'Empire et la Corse, il déclare qu'il entend s'appuyer sur l'Assemblée Nationale et que, si on l'en empêche, il donnera sa démission.

Est-il vrai que, par cette manœuvre, il espère, Chautemps aidant, amadouer le Président Roosevelt ? Est-il vrai qu'il ait fait tâter, à Berne, les représentants des Etats-Unis ?

Puisqu'il l'affirme, ce doit être faux. Mais ce qui est certain, c'est que, sentant venir l'heure de la justice, il tremble et cherche à se couvrir.

Où trouver un appui ? Tous le lâchent. Alors, se sentant déjà seul, il songe aux 600 parlementaires qui, jadis, l'ont proclamé César ; et lui qui, hier encore, les traitait en valets congédiés, se retourne humblement vers eux et, de sa voix chevrotante, sollicite le Sénat, sollicite la Chambre.

Après la trahison, la lâcheté.

Ah ! sans doute, nous le savons tous, il en est beaucoup, parmi les six cents drôles, qui brûlent de répondre à l'appel de Pétain.

Ils oublient un peu vite que, dépossédés par leur propre reniement, ils sont désormais sans titre pour représenter le pays.

Eux, les Chautemps, les Mistler, les Chichery, les Bonnet, les Monzie, les Frossard, les Paul Faure, les Spinasse, les Monnet, les Rives, les Henriot, les Flandin, les Vallat, eux parler au nom de la France ! Eux représenter la légalité !

L'idée est sordide et bouffonne.

En vain on nous fait valoir que tels députés, tels sénateurs, après avoir voté Pétain, ont brusquement ouvert les yeux et, dès 1940, rallié le gaullisme, c'est-à-dire la France. Il y en a, nous le savons, et nous les avons accueillis parce qu'ils n'ont pas attendu, pour lutter, l'heure de la victoire.

Mais ces ralliés sont les premiers à crier que toute convocation de l'Assemblée dite nationale serait un soufflet aux morts de la guerre et aux morts de la Résistance.

C'est pourquoi le Conseil national de la Résistance a solennellement averti les parlementaires que quiconque répondrait à l'appel de Vichy se rendrait coupable de haute trahison.

A bon entendeur salut !

LA SUPRÊME MANŒUVRE : L'APPEL A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le vendredi 12 novembre, grand branle-bas à Vichy. Le Maréchal va radiodiffuser un message sensationnel. C'est le grand jour. L'écroulement allemand jugé certain par les plus aveugles, le vieux estime le moment propice pour « retourner sa veste ». Mais il va opérer par la bande. C'est le conseil de Chautemps qui travaille pour lui certains milieux américains. Donc le Maréchal va retrouver la République qu'il a supprimée et faire appel à l'Assemblée Nationale. Ce sera sa prise de position qui pourra ainsi l'introduire frauduleusement dans une libération contre laquelle il aura tout fait. Si les Allemands s'opposent, tant mieux. Le vieux traître qui joue Hitler perdant, va pouvoir d'un coup se dédouaner et de complice qu'il était passer, avant le naufrage, au rôle de résistant de la toute dernière heure.

Un message est préparé. Un nouvel acte constitutionnel doit paraître à l'Officiel. Les Allemands bien entendu opposent leur veto.

— SUITE PAGE 2 —

Et, du coup, voilà Pétain à jamais seul. Seul devant sa conscience, s'il lui en reste une. Seul devant la Nation qu'il a trahie et qui le regarde.

Ah ! l'on comprend qu'en cette solitude, sinistre et déjà vengeresse, il se trouble, balbutie, parle de démissionner.

Il démissionne... En vérité, peut-il croire que lui, l'homme de la Cagoule, l'homme de Ferdonnet et de von Stohrer, l'homme de Bordeaux et l'homme de Montoire, il va se blanchir par une abdication ?

Non, non, son crime est sur lui. Les morts sont là qui l'accusent : ceux de Verdun dont il a trahi la mémoire, ceux de Dunkerque, de la Somme, de l'Aisne qu'il a envoyés à la défaite voulue et préparée par lui, ceux de Syrie, ceux de Madagascar, ceux du Maroc, ceux de l'Algérie, ceux de Tunisie qu'il a contraints de combattre contre la France, ceux qu'il a fait périr sous les bombes dans les usines de la Ruhr, ceux qu'il a fait guillotiner par ses Tribunaux d'Etat, ceux qu'il a vendus aux tortureurs et aux fusilleurs de la Gestapo.

Mais, vraiment, il serait trop commode, après avoir vendu la France, son sol, ses richesses, ses enfants, sa liberté, son honneur, de s'en tirer par une démission.

Et puis, cette démission, à qui veut-on qu'il l'adresse ?

A la France ?

La France, qui, depuis juin 40, ne reconnaît pas d'autre élu du peuple que le général de Gaulle, refuse de voir en Pétain un chef capable d'abdication : elle ne voit qu'un traître qu'attend le poteau.

Judas, quand ses trente deniers lui ont brûlé les doigts, les a rendus à ceux dont il était l'homme. Que Pétain rende son pouvoir à celui dont il le tient : qu'il envoie sa démission à Hitler.

Avertissement du Conseil National de la Résistance aux Parlementaires qui n'auraient pas compris...

Le Conseil National de la Résistance, informé que Philippe Pétain et le gouvernement de Vichy, reprenant la suggestion de certains publicistes au service de l'ennemi, songeant à réunir l'Assemblée Nationale qui s'est dispersée il y a plus de trois ans, après avoir abdiqué ses pouvoirs,

adresse à tous les parlementaires qui seraient sollicités soit de donner leur signature en vue d'obtenir la convocation, soit de se rendre à cette convocation, un avertissement solennel.

Considérant que la convocation d'une Assemblée Nationale par le pouvoir usurpateur qui siège à Vichy ne peut être qu'illégitime,

considérant qu'aucune assemblée souveraine ne peut se tenir en France sous la servitude étrangère,

considérant qu'en conséquence une Assemblée Nationale tenue sur la convocation de Vichy et sous la botte allemande ne peut être qu'une nouvelle occasion de fournir aux ennemis extérieurs et intérieurs de la Nation des moyens supplémentaires d'aggraver le joug qui pèse sur la France et sur la liberté des citoyens,

agissant comme seule autorité authentiquement française constituée sur le territoire métropolitain, comme seul interprète de la volonté nationale, exprimée valablement sous la terreur par les

Mouvements de Résistance et par les représentants accrédités des partis et tendances politiques restés fidèles à la Nation,

signifie à tous les parlementaires qu'ils ont le devoir de refuser leur signature à toute demande de convocation si elle se produit, quels que soient les inconvénients ou menaces qu'ils auraient à subir de ce fait,

prévient les parlementaires qui passeraient outre, qu'ils auront à en répondre devant la Nation libérée.

Autres organes des Mouvements de Résistance Unis : « Combat », « Libération ».

LA SUPREME MANŒUVRE (suite)

Le vieillard de Montoire s'incline « devant la force » et proteste. Le tour est joué. Mais personne n'en est dupe.

A titre d'information et pour montrer comment les gros malins de la trahison savent à l'occasion se servir de la loi républicaine qu'ils ont supprimée, on trouvera ci-dessous les deux documents que le public n'aura pas connus : le message rentré de Pétain et l'acte par lequel Pétain abandonnait sa succession non plus à un « dauphin », mais à une Assemblée Nationale démocratique.

Ces deux documents morts-nés appartiennent cependant à l'histoire complète du cas Pétain, marquent le tournant par lequel le responsable aura tenté de trouver une voie de garage. Nous les versions au dossier de la trahison la plus avérée et la plus hypocrite que l'histoire française ait jamais connue.

LE MESSAGE RENTRÉ

Vichy, le 12 novembre 1943.

Français,

Le 10 juillet 1940, l'Assemblée Nationale m'a donné mission de promulguer par un ou plusieurs actes, une nouvelle constitution de l'Etat Français.

J'achève la mise au point de cette constitution. Elle concilie le principe de la souveraineté nationale et le droit de libre suffrage des citoyens avec la nécessité d'assurer la stabilité et l'autorité de l'Etat.

Mais je me préoccupe de ce qui adviendrait si je venais à disparaître avant d'avoir accompli jusqu'au bout la tâche que la Nation m'a confiée.

C'est le respect de la légitimité qui conditionne la stabilité d'un pays. En dehors de la légitimité, il ne peut y avoir qu'aventures, rivalités de factions, anarchie et luttes fratricides.

J'incarne aujourd'hui la légitimité française. J'entends la conserver comme un dépôt

sacré et qu'elle revienne à mon décès à l'Assemblée Nationale de qui je l'ai reçue si la nouvelle constitution n'est pas ratifiée.

Ainsi, en dépit des événements redoutables que traverse la France, le pouvoir politique sera toujours assuré conformément à la loi.

Je ne veux pas que ma disparition ouvre une ère de désordres qui mettrait l'unité de la France en péril.

Tel est le but de l'acte constitutionnel qui sera promulgué demain au Journal Officiel.

Français, continuons à travailler d'un même cœur à l'établissement du régime nouveau dont je vous indiquerai prochainement les bases et qui seul pourra rendre à la France sa grandeur.

Acte constitutionnel N° 4 sexies relatif à la succession du Chef de l'Etat

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Dans le cas où nous viendrions à décéder avant d'avoir pu faire ratifier par la Nation la nouvelle Constitution de l'Etat Français dont la promulgation par un ou plusieurs actes a été prévue par la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940, le pouvoir constituant mentionné par l'article VIII de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 fera retour au Sénat et à la Chambre des Députés actuellement prorogés dont la réunion constitue l'Assemblée Nationale.

ARTICLE II. — Sont et demeurent abrogées pour l'application du présent acte toutes dispositions prises depuis le 10 juillet 1940 qui porteraient atteinte à la jouissance et à l'exercice des droits de l'Assemblée Nationale.

ARTICLE III. — Toutes dispositions contraires au présent acte sont et demeurent abrogées.

Vichy, le 12 novembre 1943.

M. GEORGES BONNET ATTENDRA

A propos de Pétain et de son message rentré, il faut également citer le nom de M. Georges Bonnet.

Car M. Georges Bonnet est dans le coup. En plein.

Donc M. Georges Bonnet a commencé, voilà quelques mois, à beaucoup se remuer : téléphone, visites, dîners au foie gras de Périgueux, tout cela proportionnel à l'importance de l'interlocuteur. Mais les propos qu'on tenait à celui-ci ne changeaient guère :

— Pétain va laisser tomber. D'accord avec lui, je réunis l'Assemblée nationale, celle de juillet 1940, la bonne, celle des amis. Je me fais donner par elle la Présidence du Conseil, et je me laisse durer jusqu'au grand coup. Et alors, cher ami, je m'en vais... Oui, je m'en vais après avoir fait donner le pouvoir à de Gaulle. On laisse de Gaulle patanger quelques semaines, au besoin on donne un coup de pouce pour le faire sauter plus vite; et je reviens à la Présidence; et pour un certain temps, vous pouvez m'en croire. D'ailleurs, avec les appuis que j'ai...

Et M. Georges Bonnet, ici, clignait mystérieusement de l'œil.

C'est la première phase de l'opération qui devait avoir lieu ces jours-ci, et dont les Boches et Laval, par leur veto du 13 novembre, ont compromis le déroulement.

M. Georges Bonnet attendra donc. Avec Frossard, Monzie et les parlementaires qui ont promis de marcher sur la promesse qu'on leur remboursera toutes les indemnités supprimées.

Quoiqu'il arrive, cette histoire prouve que M. Georges Bonnet, comme tant d'autres, a jugé prudent d'évoluer, depuis trois ans. Il a senti le vent. C'est un homme qui a toujours eu beaucoup de nez.

Il n'y a qu'une hypothèse qu'il a oublié d'envisager, dans son projet gouvernemental. C'est le cas où il serait fusillé avant l'arrivée du général de Gaulle. Sinon, on se résoudra à ne le voir fusiller qu'après.

A Oyonnax, le 11 Novembre les gars du maquis ont tenu la ville

avec leurs officiers, drapeau en tête
clairons sonnont, tambours battant
et la croix de Lorraine...

Quelle journée! On en parlera longtemps dans la région, de ce 11 Novembre à Oyonnax, qui peut servir d'exemple à toute la France. Pendant une heure, en plein jour, en plein midi, les patriotes du maquis, en plein accord d'action avec toutes les forces de résistance, se sont rendus maîtres, entièrement maîtres d'une ville de douze mille habitants. Mais lisez les faits, d'une rigoureuse exactitude.

Un plan audacieux

Cette journée aura montré que la Résistance a son armée et ses chefs militaires, pour ceux qui en doutaient.

C'est donc le chef militaire de l'Ain pour les maquis qui avait décidé de montrer d'une manière éclatante à la population que les jeunes gens du maquis constituaient une véritable armée disciplinée, encadrée, commandée. L'opération projetée devant être aussi une sorte de répétition en vue du jour « J ».

A 4 h. 1/2, réveil dans les camps et rassemblement de la colonne à 60 km. du P. C. Deux cents hommes armés, sept camions, une voiture légère. A 9 heures, départ. Pour brouiller la piste, la colonne suit un itinéraire long et sinueux. Les consignes sont très précises : s'emparer de tous les points sensibles de la ville d'Oyonnax, en fermer totalement les issues. Défiler avec drapeaux, clairons, tambours dans la ville, en formation militaire, déposer une gerbe au Monument aux Morts de 14-18, chanter « La Marseillaise », se disperser.

La Marche triomphale

Midi. Depuis 11 heures tout Oyonnax, qui se doute de quelque chose, est dans la rue. Le verglas a retardé la marche de la colonne.

Soudain une clameur folle :

— Les voilà!

Le camion chargé de la protection, fonçant à toute allure, s'est arrêté place de la Poste. Chaque groupe armé exécute au pas de course les ordres. La Gendarmerie, le Commissariat, les P. T. T. sont pris en mains sans aucune résistance. En cinq minutes, sans aucun obstacle, la protection est assurée et la ville isolée. Les camions portant les hommes entrent dans la ville et font sonner bruyamment leurs klaxons pour alerter la population. En quelques secondes les hommes ont sauté à terre.

— En colonne par trois! Pour défilé.

Il faut voir cela. On croit rêver. Les gens pleurent. Toutes les fenêtres se garnissent de têtes, la foule envahit les trottoirs, contenue par nos camarades. C'est une joie folle.

— Vive la France! Vive la République!
Vivent les Maquis! Vive de Gaulle!

Drapeaux en têtes, clairons sonnont, tambours battant, pour la première fois depuis la défaite, un détachement d'une nouvelle armée, celle de la délivrance, défile dans une ville française. Les chefs, des officiers, sont en grand uniforme, avec toutes leurs décorations des deux guerres. Dans la musique qui scande la marche, dans l'ovation qui n'arrête pas, les troupes gaullistes, nos troupes arrivent au Monument aux Morts. Garde-à-vous! Le drapeau se place près du monument. Quel silence poignant plane alors sur la foule! Il ne s'agit plus d'une de ces cérémonies officielles de jadis. C'est un morceau de France dressé contre la trahison et l'esclavage qui reprend ici sa place. Le Chef Départemental s'avance alors et dépose une gerbe en forme de croix de Lorraine, barrée de cette belle épithète :

« Les vainqueurs de demain
aux vainqueurs de 1914-18. »

Grenoble en pleine bataille

Dans la Cité des Alpes, au bruit des explosions, une atmosphère
d'état de siège, un 11 Novembre de combat...

Depuis de longs mois déjà, Grenoble, en place d'honneur parmi les grandes cités françaises, poursuit la lutte héroïque et quotidienne de la résistance nationale.

Le 6 octobre, un ingénieur grenoblois, M. Abry, était abattu par une sentinelle allemande en faction devant le « Royal » et qui faisait feu en même temps qu'elle le sommait de s'arrêter. Dix mille personnes suivirent ses funérailles et se retirèrent en chantant « La Marseillaise » et acclamant le général de Gaulle.

Le 17 octobre, cinq tonnes d'explosifs étaient enlevés en camions par soixante patriotes à Pont-de-Claix. Quelques jours après, c'étaient les usines Soulage qui brûlaient et accusaient 15 millions de dégâts.

Le 20 octobre enfin, pour répondre aux actes de sabotage et aux exécutions de quelques anthropoïdes de la Milice française, trente membres d'une brigade extraordinaire antiterroriste étaient envoyés dans la ville. Surpris au déjeuner de midi par six G. F. armés et masqués, ils furent désarmés et dépouillés de tout ce qu'ils portaient par les « terroristes » qui se retirèrent sans encombre.

Mais les événements des dernières semaines viennent de mettre Grenoble à l'ordre du jour. La presse vichyssoise ayant, si l'on excepte les journaux locaux, fait sur eux un silence unanime, ils n'ont été qu'imparfaitement connus. Voici donc ce qui s'est passé.

Un 11 Novembre de combat

Le 11 novembre, malgré les menaces allemandes, malgré les exhortations de l'autorité vichyssoise, les patriotes, par milliers, descendirent dans la rue pour crier leur foi en la victoire. Affolés et furieux, les Allemands voulurent frapper : 493 personnes, baptisées « communistes » pour la circonstance, furent

Les accents mâles et déchirants de la Sonnerie aux Morts retentissent. Et c'est, immense, unanime, « La Marseillaise » qui s'envole, chantée par toute la ville, « La Marseillaise » du peuple et de la République. Puis, dans le même chœur enthousiaste à l'adresse de l'ennemi le chant : *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine*. De nouveau les ovations, les mains se tendant pour serrer celles des gars du maquis, le vieillard qui n'en peut plus d'avoir chanté et qui s'excuse auprès d'un officier, de jeunes ouvriers qui fouillent dans leurs sacs pour donner tout ce qu'elles ont, cet ouvrier qui offre spontanément toute sa décade de tabac « pour les maquis ».

Et cependant que les hommes remontent dans les camions un seul cri scandé avec rage :
— Vive de Gaulle! Vive de Gaulle!

C'est fini. Mission remplie.

Malgré les Allemands, malgré Vichy, à Oyonnax la Résistance en armes a montré à une petite partie de ce qu'elle pourra faire...

Quand nous le voudrons, toute la France sera avec nous !

arrêtées et expédiées en Allemagne dans des wagons à bestiaux.

La réponse de Grenoble ne se fit pas attendre : dans la nuit du 13 au 14, la poudrière de Grenoble et deux gazomètres de l'usine à gaz sautaient. De minuit 40 à 6 heures du matin, de formidables explosions ébranlèrent la ville. Croyant à un bombardement, de nombreux habitants se précipitèrent dans la rue; ils n'y trouvèrent que les soldats allemands qui, ne sachant où donner de la tête, ouvrirent le feu sans sommation sur toutes les personnes qu'ils voyaient. Bilan : 19 morts, au nombre desquels un rédacteur du journal *Sud-Est* et un correspondant du *Nouvelliste* de Lyon. Le lendemain, la ville présentait un aspect lamentable : partout ce n'était que vitres brisées, cloisons écroulées ou lézardées, rideaux de fer gondolés et arrachés, trottoirs jonchés de débris; dans le quartier de l'explosion, tous les toits étaient arrachés, de nombreuses usines dévastées. Seuls les gros murs restaient debout.

Le lendemain un communiqué de la Préfecture annonçait que les laissez-passer pour le couvre-feu restaient valables mais que, si un attentat se produisait, il était « instamment recommandé à la population de ne pas sortir, même munie d'un laissez-passer ». On ne saurait mieux dire...

Cependant le combat continue : dans la nuit du 15 au 16, l'Hôtel Moderne, le plus grand hôtel de la ville, occupé par les Allemands, sautait. Et, aux dernières nouvelles, les attentats se poursuivent.

Parmi les cités résistantes, Grenoble a droit aujourd'hui à la place d'honneur.

Un seul chef : De Gaulle !

Une seule lutte : pour nos libertés !

Sur le front mondial

Hitler a parlé il y a quelques jours à Munich. Le temps n'est plus où les peuples, dressés à la peur par la propagande de la cinquième colonne, attendaient avec angoisse tous les mots qui sortaient de cette bouche furieuse. Hitler parle aujourd'hui dans l'indifférence mondiale. Les jeux sont faits. A Munich d'ailleurs il n'a parlé ni d'avenir, ni du présent, mais s'est réfugié une fois de plus dans les gloires révolues du nazisme, répétant avec rage comme pour mieux s'en convaincre qu'il n'y aurait pas de capitulation à la façon de 1918. Et c'est le journal suisse *Weltwoche* qui note :

« Il est en vérité remarquable que Hitler dans l'affirmation de cette volonté de résistance ait plus parlé de sa propre volonté inébranlable que de la volonté de résistance du peuple allemand. Tout, a déclaré le Führer, est possible dans cette guerre, sauf que lui, Hitler, perde sa force d'âme ou laisse fléchir ses nerfs. On a eu plusieurs fois l'impression, dans l'affirmation de sa propre volonté de résistance, d'un doute en ce qui concerne la volonté de résistance du peuple allemand dont Hitler a dit que « s'il devait succomber dans l'épreuve qui lui était imposée, alors en vérité, il ne pourrait verser sur lui aucune larme, car dans ce cas il aurait mérité son sort. »

De fait, l'épreuve est dure et décisive. Tous les voyageurs qui viennent d'Allemagne relatent que la population est littéralement hantée par les formidables bombardements aériens. Chaque nuit des milliers de tonnes de bombes sont déversées sur les villes du Reich.

Par ailleurs, les Russes sur tous les fronts s'approchent des frontières baltes, polonaises et roumaines. C'est seulement désormais dans la région de Krivoi-Rog que les Allemands manifestent une résistance solide. Quand ce verrou sautera, ce sera le signe d'une nouvelle et très grave débâcle. Des signes très nets de décomposition militaire se sont fait jour dans la sixième armée allemande qui a reculé sur le Dniepr. Il est clair que les alliés balkaniques se disposent à lâcher pied dès que des opérations alliées d'envergure seront déclenchées. Que la politique ne nous cache pas l'importance de la Conférence de Moscou au point de vue des prochaines initiatives synchronisées qui vont certainement être prises dans le sud-est européen.

Le bilan actuel de la guerre pour l'Allemagne est tragique, sans espoir. Goebbels lui-même l'avoue quand, dans le journal *Das Reich*, il éprouve le besoin de caractériser les dangers que court le peuple allemand par cette citation de Fontanes : « Les grandes époques sont toujours celles où tout va mal, où l'on doit redouter à chaque instant que tout soit perdu. C'est alors que tout se manifeste. Le courage c'est bien. Mais la ténacité c'est mieux. Tenir, voilà la chose principale. »

Ils peuvent tenir encore, Mais ils sont perdus.

Avis aux assassins de la Milice et du P. P. F., mercenaires de l'ennemi

Nous sommes le nombre, la force et l'avenir. Il n'est pas un Français raisonnable qui ne le sache : dans toutes les formes de sa lutte, la Résistance a la complicité de toute la Nation.

Quant à vous, mercenaires de l'ennemi, Miliciens, P. P. F. et autres, vous n'êtes même pas minorité, mais bande sans influence, sinon sans moyens. Vous ne représentez rien, mais, armés par l'ennemi, vous êtes capables parfois de faire du mal aux Français. Pas à nous, militants des organisations clandestines que vous n'arrivez pas à atteindre, mais à de braves gens innocents et désarmés contre lesquels vous vous vengez sans risque de votre rage et de votre impuissance. Dans plusieurs villes les Miliciens et le P. P. F. ont abattu des hommes qui ne luttaient pas dans nos rangs, mais qui, connus comme républicains

et patriotes, offraient une cible facile.

Mais c'en est assez. Quand un traître tombe, quand un pourvoyeur français de la Gestapo est exécuté, la France applaudit. Nous ne laisserons pas les traîtres riposter en abattant les braves gens sans défense. A chaque meurtre nouveau qu'ils commettront, les Miliciens et les P. P. F. doivent s'attendre à des représailles immédiates et sans merci. La Milice et le P. P. F. sont incapables d'entraver notre lutte victorieuse. Nous savons, nous, où les prendre. Ils ne seront pas les plus forts. Et la Résistance a montré déjà comment elle sait venger tous ceux qui tombent pour elle.

A toute cette bande de misérables, la Résistance française adresse un avertissement qui, d'ores et déjà, n'est pas sans frais :

« Pour un œil, les deux yeux ; pour une dent, toute la gueule ! »

LA TRAITE DES MAIRES

M. Pierre Laval, en dépit des soucis du pouvoir, n'oublie pas ses petites affaires.

Il vient d'avoir une heureuse initiative.

Il a pensé que les maires des différentes communes françaises n'étaient pas suffisamment renseignés.

Alors, sur l'initiative du ministre de l'Intérieur, on a fondé une nouvelle revue : *La Revue des Maires*.

Toutes les communes doivent s'y abonner.

Comme de juste.

La combine n'est pas mauvaise.

M. Pierre Laval, évidemment, ne paraît pas en nom.

Il a confié la direction de la revue à son ami Létang.

Mais Létang n'est pas dur.

Il partage avec Laval les quelques millions que procura l'opération.

Sans compter que la revue est imprimée au *Moniteur* dont le chef du gouvernement est le propriétaire.

Car il n'y a pas de petits bénéfices.

Et M. Pierre Laval n'en fait que des gros.

PAS D'EMBAUCHE POUR JOSEPH

Tout le monde se souvient encore, on l'espère, de M. Joseph Barthélémy.

M. Joseph Barthélémy est cet individu qui, ministre de la Justice au temps où M. Pucheu était lui-même ministre de l'Intérieur, a fait équipe avec lui pour ordonner les massacres et les exécutions sans jugement de Français qui avaient commis le crime de ne pas crier « Vive Pétain ! ».

M. Joseph Barthélémy qui n'a plus du tout envie d'être ministre, s'est rappelé qu'il était juriste et a demandé sa réintégration à la Faculté de Droit. Bien entendu, il a obtenu satisfaction.

Il a alors formulé la même demande à l'Ecole Libre des Sciences Politiques où il enseignait naguère. A l'unanimité le conseil d'administration de l'Ecole a refusé de le reprendre.

Et toqué !

ENCORE UN PEU DE PATIENCE

M. Georges Scapini, aveugle, et ambassadeur de Vichy auprès des prisonniers de guerre, vient de se rendre au camp de Morsbourg, en Allemagne, afin d'assister à un service funèbre kolossal à la mémoire de soldats français décédés en captivité. Grâce à Hitler, l'ambassadeur devient ordonnateur des pompes funèbres. C'est dans l'ordre.

A son retour, M. Georges Scapini s'est d'ailleurs déclaré très satisfait.

Allons, tant mieux !

Cependant il a ajouté que son voyage avait été assez fatigant.

Mais que M. Georges Scapini se console. Quand les Boches les auront tous fait crever, M. Georges Scapini n'aura plus besoin de faire en Allemagne des voyages pénibles.

« LE FRANC-TIREUR » A DEUX ANS

Dans quelques jours nous fêterons le deuxième anniversaire de la parution du premier numéro de « Franc-Tireur ».

A l'heure où s'effondre le système abominable de Vichy nous éprouvons une joie profonde à mesurer le chemin parcouru.

Des 6.000 numéros de 1941 aux 100.000 exemplaires de ce jour, que d'étapes glorieuses nous pourrions évoquer ! Sur le plan de notre lutte de tous les jours contre la trahison chacun de nos vingt-six numéros a marqué une victoire.

Au jour prochain où nous pourrions raconter tout ce passé nous redirons la part considérable qui fut la nôtre dans la victoire commune.

Aujourd'hui nous nous bornons à saluer nos camarades de toute la France, ceux qui combattent et ceux qui sont tombés dans une lutte sans merci ; les uns comme les autres demeureront devant l'Histoire les bons ouvriers de la Libération Nationale.

FRANÇAIS ! FRANÇAISES !

Aux attaques terroristes des hitléro-vichyssois répondons par la Guerre Nationale de Libération !



La Haute-Savoie en état de siège connaît les horreurs criminelles des miliciens fascistes et des troupes spéciales de montagne allemandes. Le département de l'Ain, livré à la bestialité des hordes nazies, est soumis au pillage, à l'assassinat, à l'incendie. Des mesures policières exceptionnelles sont prises pour tenter de liquider les maquis de la Haute-Vienne, de la Corrèze, de la Dordogne, de l'Auvergne, du Forez, de la Creuse. Un peu partout, les pelotons d'exécution des boches et des vichyssois fauchent les meilleurs fils de France.

Et à Nîmes, les boches affolés des échecs enregistrés par les larbins de Vichy dans l'attaque des maquis, PENDENT, dans les artères principales de la ville, 17 jeunes Réfractaires au travail forcé en Allemagne.

Toutes ces agressions sauvages font partie du plan de terreur et de guerre civile élaboré par Laval-Pétain-Darnand sur ordre de leur maître boche.

Elles sont une tentative d'intimidation de nos populations et en particulier de notre jeunesse dont Hitler exige la déportation massive — jeunes gens depuis l'âge de 16 ans, jeunes filles depuis l'âge de 18 ans — en Allemagne. Elles sont l'effort ultime tenté par l'ennemi pour essayer de liquider les formations de patriotes armés, et visent à vider la France de ses forces les plus actives des villes et des campagnes pour empêcher la guerre nationale libératrice.

Les boches de Vichy tenus en échec en Savoie

En dépit de l'importance des forces armées utilisées, en dépit de l'état de siège, en dépit de la présence du Waffen SS. Darnand, les boches et Vichy sont tenus en échec.

POURQUOI ? Parce que, fraternellement unis, tous les hommes du maquis, les courageux F. T. P. F., les combattants de l'A. S., se battent avec une cranerie admirable, digne des plus pures traditions militaires françaises, digne de notre armée nouvelle qui se couvre de gloire sur le sol d'Italie.

Parce qu'ils disposent de l'appui sans réserve de toute la population indignée des exactions criminelles des miliciens.

Parce qu'enfin, la majorité des G. M. R. et des gendarmes envoyés en Savoie répugne à jouer le rôle de boches du Waffen SS. Darnand et des voyous de la milice.

A Evires, au cours d'une attaque des F. T. P. F., 25 miliciens travestis en G. M. R. sont abattus. A Artemare (Ain), 55 réfractaires attaquent une caserne de gendarmerie boche et, mettant en déroute 300 gendarmes, s'emparent d'un important matériel de guerre.

Au Petit-Bornand, un groupe mobile pris dans une embuscade hisse le drapeau blanc, rend ses armes aux F. T. P. F. qui, fraternisant avec eux, les aident à soigner leurs blessés.

A partir du 12 Mars, les miliciens tentent de s'attaquer au maquis le mieux armé, retranché sur le plateau de Glières (Haute-Savoie). Mais il sont repoussés. Six avions allemands interviennent à leur tour, incendiant les chalets : les F. T. P. abattent deux des pirates de l'air.

Fin Mars, les miliciens étaient vaincus. 12.000 chasseurs alpins allemands appuyés par de l'artillerie de campagne et par 25 avions montent à l'assaut du plateau des Glières où sont concentrés 500 hommes des maquis de l'Armée Secrète. La bataille dure quatre jours : l'ennemi laisse 800 hommes sur le terrain, dont 350 tués, 150 jeunes des maquis sont morts pour la Patrie, 100 faits prisonniers. Les autres, devant l'écrasante supériorité ennemie, se replient emportant leurs armes.

De leur côté, les métallos d'Ugines et de Chambéry font la grève patriotique pour soutenir les combattants du maquis. Les cheminots du Fayet-Saint Gervais sabotent les locomotives.

Telle est la réponse admirable des Savoies aux tentatives criminelles du gauleiter Laval, de Pétain Bazaine, du tueur Darnand.

C'est la France entière qui, à l'appel des Savoies, doit se mobiliser pour l'action et le combat libérateur. Plus nous agissons, plus notre contre-offensive sera vigoureuse et multiple, plus vite seront créées les conditions de l'Insurrection Nationale inséparable de la Libération Nationale.

Les boches de Vichy ont peur de l'Insurrection Nationale

Oui, les boches et les coquins de Vichy tremblent de peur devant le châtiment proche.

Ils ont peur des maquis où se forge dans le combat et par le combat l'Armée Nationale de la Libération. Peur de la vaillante jeunesse de France qui préfère la lutte à l'esclavage dans les usines-tombesaux de l'Allemagne.

Ils ont peur de cette guerre de guérillas chaque jour plus meurtrière que mènent, unissant tous les combattants de la Résistance : F. T. P. F., G. F., A. S., les Forces Françaises de l'Intérieur. Comme ils ont peur de nos mineurs de la Loire et du Gard, de nos métallos du Rhône, des Bouches-du-Rhône et des Savoies qui leur imposent, par la grève, leurs revendications.

Comme ils ont peur également de nos paysans et de nos villageois unis et solidaires des réfractaires, les obligeant, comme à TREIGNAC (Corrèze), à capituler et à retirer leurs forces de guerre civile.

L'ennemi sait que SA forteresse est frappée de faiblesse et combien sera périlleuse en France sa situation au moment du deuxième front, lorsque, contraint à faire face aux armées franco-anglo-américaines, il sera pris à revers par tout un peuple décidé à se libérer.

Aussi se hâte-t-il de mettre à profit le sursis laissé par les Alliés avant les coups simultanés qui seront portés de l'Est, de l'Ouest et du Sud, comme il le fut décidé à la Conférence de Téhéran.

Une lutte de vitesse est engagée entre les forces nationales de Libération et les forces fascistes de guerre civile.

Décimés sur le front de l'Est par l'admirable Armée Rouge, obligés de battre en retraite sur des centaines de kilomètres, abandonnant un matériel important, sacrifiant des millions d'hommes dans une guerre désormais pour eux, les boches, qui savent leur faiblesse, comptent sur la terreur et la guerre civile conduite par les Pétain, Darnand, Déat, Henriot pour empêcher le soulèvement de la Nation.

FRANÇAIS, FRANÇAISES de TOUTES OPINIONS et CONDITIONS !

Nous, représentants qualifiés des organisations de la Résistance en zone Sud, nous vous appelons à l'union et au combat pour le soutien des Réfractaires des Savoies, de la Haute-Vienne, de la Corrèze, de la Creuse. Nous vous appelons à l'action immédiate pour paralyser l'ennemi.

Et l'offensive étant la meilleure des défensives, nous vous appelons à élargir et à généraliser le combat dans tous les départements, afin que l'ennemi, frappé de tous côtés, soit dans l'obligation de disperser ses forces et, finalement, débordé et battu par l'écrasante supériorité numérique des patriotes.

Gendarmes, G. M. R., Policiers, le Waffen SS. Darnand, qui a prêté serment d'obéissance à Hitler, vous engage dans une lutte fratricide et vous impose le rôle de dupes. En vous envoyant combattre les réfractaires, il économise le sang des boches et de ses voyous de la milice et fait se répandre sur notre sol le sang français. Développant la haine entre Français, il vous compromet aux yeux du peuple.

Suivez l'exemple de vos collègues de Savoie, passez aux maquis. **Vos armes ne doivent pas être dirigées contre les Français qui se battent pour libérer la Patrie**, mais contre les tueurs de la milice qui vous encadrent et les boches qui les dirigent. Malheur à ceux d'entre vous qui ne sauront pas choisir la voie de l'honneur national.

Maires, Fonctionnaires municipaux, aidez les hommes du Maquis et les réfractaires en leur fournissant des papiers d'identité en règle, des cartes d'alimentation. Facilitez le passage des jeunes de la classe 44 dans les rangs de l'Armée Nationale de Libération.

Dans vos communes, prenez courageusement l'initiative de la formation des Milices Patriotiques qui assureront l'ordre français sur toute l'étendue du territoire soumis à votre administration.

Médecins, Chirurgiens, mettez vos connaissances au service des soldats sans uniforme de notre grande armée nationale. Créez des cliniques clandestines. Assurez l'état sanitaire des maquis et de nos glorieux combattants. Avec l'aide des infirmiers et infirmières que vous connaissez, organisez un vaste réseau de secours immédiat.

Intellectuels, mettez votre intelligence au service de la Patrie, et vous, **Ecrivains**, rappelez, en des pages immortelles, la gloire des vaillants Fils de France dressés pour le combat libérateur.

Prélats, Prêtres, membres du Clergé de la France, cette fille aînée de l'Eglise, un abbé Sorel, un abbé Ploton ont marqué de leur sang votre place dans le combat national. Dans vos lettres pastorales, dans vos prêches, appelez les fidèles à la croisade contre la barbarie fasciste, à la guerre sainte pour la libération de la Patrie.

Oui, tous les Français, ceux qui agissent et ceux qui espèrent, hier encore, d'un Pétain, leur libération, doivent et peuvent se trouver aujourd'hui unis avec une seule pensée : la France ; pour un seul but : écraser les fauteurs de guerre civile et libérer le sol national des hordes toutonnes.

Travailleurs, répondez à l'appel vibrant que vous lance le Bureau Confédéral de la C. G. T. Organisez, comme il vous le demande, la grève patriotique et revendicative, cette arme, puissante entre vos mains, est nécessaire pour abattre l'ennemi. Cette grève, comme le souligne la C. G. T., intéresse également les patrons, le personnel de maîtrise, les artisans, les commerçants. Elle est un moyen décisif pour immobiliser l'ennemi dans ses mouvements.

Sabotez la production, faites sauter et dérailler les trains pour empêcher l'ennemi d'envoyer troupes et munitions contre les maquis, contre les populations méditerranéennes.

Jeunes de France, vous, en particulier sursitaires de la 43 et appelés de la 44, rejoignez hardiment vos formations combattantes. Allez grossir les rangs de l'Armée de Libération pour que flotte bientôt sur notre territoire le seul drapeau tricolore.

Mères, femmes, jeunes filles de notre pays, en Savoie les hitléro-vichyssois attaquent vos fils, vos maris, vos frères, vos fiancés. Dans nos villes, ils s'attaquent à nos berceaux, privant de lait les tout petits, supprimant les matières grasses aux mamans. Dressez-vous contre les assassins, contre les menteurs qui détruisent la famille et compromettent la race.

Paysans que l'on veut chasser du Midi de la France, de qui, un peu partout, on incendie les fermes, avec vos fils, avec vos amis, avec les réfractaires cachés chez vous, constituez vos Milices Patriotiques, accrochez-vous à votre sol, à vos pierres. Faites de chaque sillon un tombeau pour le boche ou le traître milicien.

Franco-Tireurs et Partisans, Combattants de l'A. S. et des Groupes-Francis, multipliez partout les actes de guerre contre les détachements de l'ennemi, ses transports, sa production. Châtiez les traîtres. Généralisez le combat pour gagner la bataille des Savoies. Emparez-vous des armes de l'ennemi qui renforceront votre armement encore insuffisant et que doit absolument compléter le C. F. L. N. dont vous êtes les formations combattantes sur le sol même de la Patrie.

Français, Françaises, l'heure de la libération approche !

Notre sort est entre nos mains. C'est seulement en nous battant que nous redonnerons à la France sa liberté, son indépendance et sa grandeur.

Avec notre Gouvernement, le C. F. L. N., que préside le Général De Gaulle, unis dans les Comités patriotiques locaux et d'entreprises, appuyant avec efficacité l'action des Comités départementaux de la Libération, sous la conduite du Conseil National de la Résistance représentant le Comité Français de la Libération Nationale sur le territoire métropolitain, en avant, contre les fauteurs de guerre civile, pour l'Insurrection Nationale !

En avant pour gagner la bataille des Savoies qui est aussi la bataille des déportations, la bataille de la France !

Vive la grande armée nationale de Libération ! Mort aux fauteurs de guerre civile et aux traîtres !
Vive l'Insurrection Nationale ! Vive la France !

LES DÉLÉGUÉS ZONE SUD : Mouvements Unis de Résistance (M. U. R.), Front National (F. N.),
Parti Communiste Français (P. C. F.), Confédération Générale du Travail (C. G. T.).

DERNIÈRE HALTE

Nous sommes à mi-Août 1944.... Lorsque paraîtront ces lignes, de nombreux coups de boutoir auront été portés un peu partout par les alliés avec une violence sans cesse accrue, rendant encore plus précaire la situation de l'Allemagne nazie.

En Prusse comme en Bretagne et en Normandie, en Italie comme sur de nouveaux champs de bataille, l'avance des troupes se poursuivra sans trêve vers le but final : abattre le fascisme hitlérien, libérer tous les peuples opprimés de l'invasion teutone.

Et, successivement nos belles régions de France verront se dérouler les ultimes combats, à l'issue desquels l'adversaire, d'abord pied à pied ensuite dans une retraite accélérée, s'enfuira vers ses frontières déjà menacées, pour tenter d'y soutenir une lutte désormais sans espoir.

C'est alors que, sentant à leur tour vibrer en eux l'enthousiasme qui nous a animés aux premiers jours de la Résistance, des milliers et des milliers de Français viendront participer à nos côtés à la victoire finale, à la déroute de l'envahisseur.

Une levée en masse jettera, dans un élan spontané, tous les Français dignes de ce nom aux côtés de leurs frères des Forces Françaises de l'Intérieur, appuyant ainsi nos amis Anglais, Russes, Américains et préparant au Général de Gaulle et à ses Troupes, le retour triomphal dont tous les patriotes rêvent depuis quatre longues années.

C'est à ce tournant de l'histoire de la Résistance que nous devons faire, en pensée, une dernière halte.

Dans toute la France, dès le premier moment où le boche a foulé notre sol, et où Vichy lui a fourni des valets, dès l'instant où Gestapo d'abord, Milice ensuite se sont révélées les infâmes pourvoyeurs et les bourreaux implacables de la Terreur Hitlérienne, la Résistance, naturellement est née....

Après la zone Nord, la zone libre subissait à son tour l'occupation totale. Et notre Auvergne, doublement souillée par la présence de l'envahisseur et, à sa dévotion, des Laval, Pétain, Darnand, feu Henriot et autres vedettes de la cinquième colonne, prenait bien vite

place au tout premier rang des régions résistantes.

Les sabotages se multipliaient, bloquant les fabrications de guerre, détruisant les usines et leurs stocks, coupant les usines ferroviaires et provoquant des déraillements de convois allemands. Les attaques s'intensifiaient contre les groupes d'officiers ou de soldats allemands. Enfin la lutte contre la Milice et les Agents de la Gestapo se développait : le châtimement des traîtres commençait.

Parallèlement, les différents mouvements de la Résistance se cherchaient, se rencontraient et, pour l'action, tendaient peu à peu à se fondre en un seul bloc.

Aux Mouvements Unis de la Résistance, qui avaient réalisé l'Union Combat, Libération, Francs Tireurs, se joignaient successivement l'O. R. A. organisation de l'Armée, les Ardents, enfin les Francs-Tireurs Partisans Français qui venaient ainsi grossir les troupes régulières désormais rattachées aux Forces Françaises de l'Intérieur, sous la haute direction du Général Kœnig.

Un nouveau stade était atteint, permettant, grâce à un armement chaque jour meilleur et à une cohésion totale, d'envisager des actions d'ensemble plus spécifiquement militaires. Devant nos forces accrues la Wehrmacht devait mobiliser toutes ses forces, la Gestapo rageait, la Milice tremblait....

Cela c'est l'union de toutes nos forces qui l'a permis, la ferme décision prise par chacun de nous de rejeter bien loin tout esprit de clocher et tout sectarisme déplacé dans notre lutte pour la Liberté.

Alors que nous, les pionniers de la Résistance, allons voir nous rejoindre au combat de nouveaux camarades qui, bien que tardivement éclairés, n'en seront pas moins respectables par leur esprit de sacrifice, rappelons à ceux-ci quels buts étaient les nôtres lorsque l'idée de la Résistance a germé en nous.

1) Aider les Nations Unies à bouter hors de France l'envahisseur, et permettre ainsi à la France, au jour de la victoire finale, de prendre la place qu'elle aura méritée et non celle de nation vassale que voulaient lui assigner les collaborateurs ou les indifférents.

2) Châtier tous les traîtres, qu'ils aient en Juin 1940 été les auteurs de la défaite militaire, qu'ils aient, depuis lors, aidé à la déportation ou aux internements dans les camps de concentration, ou qu'ils aient, enfin, sur leur vilaine conscience, la responsabilité des exécutions des patriotes fusillés par Vichy ou par la Gestapo après les tortures que l'on sait.

3) Abattre le fascisme et restaurer dans une quatrième République tant souhaitée, les principes de liberté si chers à la vraie France et les principes sociaux les plus hardis dont la Résistance appuiera de toutes ses forces l'application.

C'est pour atteindre ce triple but que nous avons, depuis de longs mois, quitté familles, situations, quiétude de jours égaux et sans heurts, pour affronter, à travers les mailles serrées tendues par l'ennemi, les pires dangers, les plus grandes difficultés, mangeant lorsqu'on en avait le temps, dormant de même, souvent sur la dure.

C'est pour atteindre ce triple but que vous êtes tombés, camarades de l'époque héroïque : Nestor Perret, assassiné dans sa cellule ; Félix Perol et Virlogeux, de Riom ; Jean-Pierre, de Besse ; Lucien Blanchet, de Pontgibaud ; Adémaï, Robert et Léger, de l'équipe Laurent, et combien d'autres, dont la mémoire reste en nous ; ceux du Mont Monchet et de la Truyère ; ceux de Pinols et de Bourg-Lastic, de la forêt de Tronçais ou de Sauxillanges ; tous les héros tombés glorieusement au champ d'honneur.

Nous vous pleurons tous, camarades de combat, qui avez donné votre sang pour la France, pour la République, contre les boches, contre le fascisme.

Et, à ce dernier tournant de la lutte, nous vous faisons serment solennel de continuer sans faiblesse la tâche que nous nous étions ensemble assignée.

La Résistance menée depuis de longs mois par une élite ayant un idéal bien accroché au cœur, ne doit pas s'effriter ou perdre son sens initial sous prétexte que, le succès approchant, la masse des Français va venir, en une véritable

marée, se joindre aux Forces Françaises de l'Intérieur.

Au contraire, et plus que jamais, elle devra tout mettre en œuvre pour réaliser l'union absolue de toutes les forces démocratiques françaises, aider au rapprochement des tendances, proscrire les querelles partisans toujours préjudiciables à l'intérêt général des républicains sincères.

Amis de la Résistance, quels que vous soyez, communistes, socialistes, démocrates de toutes origines, des plus modérées au plus avancées, restons au coude à coude jusqu'à ce que les buts que nous poursuivons tous soient enfin atteints et nos camarades vengés.

GASPARD.

DERNIÈRE HEURE

Bataille de France

En Normandie les colonnes alliées sont dans la région de NANTES-GASSICOURT et de VERNON.

Les Canadiens approchent de Lisieux.

La liquidation de la 7^e armée allemande touche rapidement à sa fin.

Les éléments des Forces Françaises de l'Intérieur ont pénétré les premiers à NANTES et occupent la ville.

Dans le Midi, les Alliés sont à 80 kilomètres à l'intérieur des terres. Les chars français ont atteint Saint-Maximin sur la route NICE-AIX.

Les chars alliés se rapprochent de TOULON.

Le nombre des prisonniers est de 10.000.

Un deuxième général allemand a été fait prisonnier.

Les pertes alliées sont de 800 hommes.

Hier le communiqué du Général Koenig annonce de nombreux succès des F. F. I.

Haute-Savoie : De nombreuses zones sont libérées par les F. F. I. : les garnisons d'Evian, Le Fayet, Thonon et Chamonix demandent les conditions de capitulation. D'autres unités ont passé en Suisse.

En Bretagne : Après de durs combats, les F. F. I. ont pris d'assaut Paimpol le 16 août ; deux cents prisonniers remis aux mains des Américains.

En Saône-et-Loire : Tous les gendarmes ont rejoint le maquis.

Russie. — Les troupes Soviétiques ont encerclé 3 divisions.

Les Forces Polonaises, dans Varsovie, se maintiennent sur leurs positions.

Guerre aérienne. — Les bombardiers lourds alliés ont attaqué en plein jour le dépôt de carburant de Lapalisse. Brème a été violemment bombardé par plus de 1.000 avions britanniques.

Le gouvernement de Vichy pense à transporter son siège dans une autre ville.

LA GUERRILLA

Les 27, 28 et 29 Juillet, de vastes opérations ont lieu dans la région de PONTGIBAUD, menées par près de deux mille allemands.

Ceux-ci, au cours de la première journée, commettent des actes atroces, achevant plusieurs blessés après d'ignobles tortures. A l'un deux, ils enfoncent un coin en bois dans la cuisse jusqu'à ce qu'il perde connaissance et l'abattent ensuite sauvagement. Un autre est traîné, blessé, jusqu'à ce qu'il succombe.

Le lendemain vengeance les morts de la veille, un groupe d'une quinzaine d'hommes attaque la colonne allemande. Trois camions sont détruits. Une vingtaine de boches au moins tombent sous les coups du fusil-mitrailleur. D'autres sont blessés. Chez nous aucune perte.

Les allemands se retirent encore une fois sans gloire.

Le 1^{er} Août, c'est vers SAUXILLANGES et AMBERT, que se dirigent les troupes allemandes.

Aux Amouillauds et à Saint-Eloy-la-Glacière, 40 camions sont arrêtés par deux de nos groupes de la 4^e Compagnie.

L'effet de surprise aidant, plusieurs camions sont détruits par nos fusils-mitrailleurs. Les boches n'ont pas le temps de sauter au sol que, déjà un feu roulant nettoie les camions. Près de cent Allemands sont tués sans pouvoir réagir, alors que nos hommes, bien embusqués, ont seulement deux morts et quatre blessés.

Plus à l'ouest, à Chaméane, deux de nos sections du 4^e bataillon sont aux prises avec les chars et les camions de transport allemands au nombre de 80. Là encore, gros succès, puisque 140 allemands sont tués et de nombreux blessés, avec des pertes très limitées pour notre valeureux bataillon.

Le même jour, un groupe des chefs des F. F. I., huit hommes au total, se rencontre avec un car de trente miliciens à la gare de Seychalles. Les miliciens tirent les premiers sans succès, et, leur répondant aussitôt, les nôtres, dès la première rafale, tuent trois miliciens. L'ennemi, bien que très supérieur en nombre, se retire rapidement, renonçant au combat.

Le 7 Août, la même équipe de chefs des F.F.I. tombe, près d'ECHASSIÈRES, sur un convoi allemand. Elle se dégage encore une fois, détruisant un camion, tuant quatre allemands, en blessant six, passant elle-même au complet.

Le lendemain 8 Août, attaque de 400 allemands sur la forêt d'Ygrande. 10 morts chez nous, dont 7 blessés achevés par les boches, mais 40 tués chez l'ennemi, qui décroche vers 14 heures, après 7 heures d'efforts infructueux.

Le 4 Août, un corps franc de l'Allier avait opéré une descente sur MONT-LUÇON et, avec plein succès, avait attaqué un restaurant occupé par la milice. Dix miliciens avaient été tués, autant de blessés et, encore une fois chez nous, aucune perte.

Le 10 Août, au Bois des Lapins, près de Saint-Pardoux, les nôtres attaquent encore un convoi allemand de quatre camions. Après une heure et demie ils sont les maîtres du terrain. Quatorze allemands sont tués, cinq prisonniers. Nous-mêmes perdons un homme, un des meilleurs truands... Mais plusieurs officiers supérieurs sont entre nos mains, ainsi qu'un volumineux courrier.

Et la guerilla s'intensifie chaque jour davantage sur notre terre d'Auvergne qui bientôt sera libérée !

Le général Sir H. MAITLAND WILSON, Commandant suprême allié, Zone de la Méditerranée ANNONCE :

Les armées des Nations Unies ont débarqué dans le midi.

Leur but est de chasser les Allemands et d'effectuer une jonction avec les armées alliées qui avancent de Normandie.

Les forces françaises participent à cette opération, aux côtés de leurs frères d'armes alliés, sur mer, sur terre et dans les airs.

L'Armée Française est à nouveau une réalité : elle combat sur son propre sol pour la libération de la Patrie, avec toutes ses traditions de victoire. Rappelez-vous 1918 !

Tous les Français, civils aussi bien que militaires, ont leur rôle à jouer dans la campagne du Midi. Votre tâche vous sera expliquée : écoutez la radio alliée, lisez les avis et les tracts, transmettez les consignes de l'un à l'autre.

Mettons fin aussi rapidement que possible à la lutte, afin que toute la France puisse reprendre sa vie libre dans des conditions de paix et de sécurité.

La victoire est certaine.

Vive l'âme de la France, et tout ce qu'elle représente !

PUY-DE-DOME
CANTAL
ALLIER
HAUTE-LOIRE

LE MUR

D'Auvergne
TOUS UNIS POUR LA LIBERATION

25 Août 1944

Organe
de l'Action Immédiate
des Mouvements
de Résistance

N° 10

vers la victoire

Aurillac est libéré. Le Puy tombe, les garnisons d'Ussel, de Langogne, de Mende, de Mur de Barrez se rendent.

Peu à peu le territoire s'affranchit de la tutelle allemande... La joie est dans nos cœurs et dans ceux de tous les patriotes sincères. Partout les villes libres d'Auvergne se pavoièrent et s'apprêtent à accueillir les troupes alliées après une victoire si chèrement acquise et combien méritée.

Nos vétérans de la Résistance, artisans de cette victoire, restent à la pointe du combat, continuant l'action avec tout leur cœur, toute leur foi.

Le désastre allemand ne faisant que s'accroître, l'enthousiasme va lui aussi crescendo, non seulement chez nos hommes des F.F.I. qui se couvrent de gloire, mais aussi parmi une population hier encore courbée sous le joug de l'envahisseur.

Celle-ci respire largement l'air de la liberté enfin reconquise après quatre années d'esclavage et exprime bruyamment sa confiance en l'issue prochaine et victorieuse de la bataille de France.

Et puis Paris, notre capitale, a été libérée.

La nouvelle parvenue il y a quelques jours, a porté l'enthousiasme à son paroxysme.

Nous avons assisté avec émotion à des manifestations patriotiques spontanées absolument délirantes, donnant un aperçu de ce que sera la libération définitive de notre belle France.

Le Chant du Départ, la Madelon, La Marseillaise entonnées en chœur par des foules électrisées et ponctuées par les cris de « Vive de Gaulle, vive la France, vive la

République », nous ramenaient aux beaux jours de 1918.

Et nous ne pouvions nous empêcher de penser aux camarades tombés au long de la route où nous avons ensemble peiné et combattu. Et nous nous disions que leur sacrifice n'avait pas été vain, que l'heure de la revanche avait enfin sonné.

Et si nous avions pu douter, il n'eût fallu que parcourir des yeux la foule qui nous entourait et où, aux côtés des purs, des sincères patriotes, figuraient quelques « collaborateurs » jusqu'ici obstinés, brûlant ce qu'ils avaient, adorant leur voix aux nôtres pour chanter la liberté, la République après avoir favorisé l'esclavage et le fascisme.

Cela ne pouvait empêcher de telles manifestations, tant le mépris que les renégats pouvaient lire en nos yeux était profond, tant la stupidité d'individus désireux de se racheter après nous avoir tant combattu apparaissait grande...

Que ceux qui peuvent s'imaginer, grâce à une pirouette tardive et écoeurante, faire oublier leur position de naguère se détrompent : la République n'a que faire de leurs bassesses et de leurs flatteries. Elle connaît ses amis, flétrit ses ennemis.

Mais ceux-ci ne sont plus bien nombreux après le départ de certains vers le grand (hum !) Reich et en raison de l'épuration chaque jour plus intense. Et par contre, l'unité de toute la France patriote et républicaine est magnifique. Nos alliés trouveront chez nous une masse homogène, sachant ce qu'elle veut, capable de réaliser l'union nécessaire à la reconstruction du pays.

G.

PARIS LIBÉRÉ !

PARIS 23 AOUT

Après quatre jours de combat dans Paris, les Forces Françaises de l'Intérieur se sont rendues maîtresses de la ville.

PARIS 24 AOUT

Le général Leclerc, à la tête de sa division blindée, est entrée dans Paris où un fol enthousiasme de la population l'a accueilli.

BORDEAUX ET LYON également

Successivement, Bordeaux et Lyon viennent de tomber aux mains des alliés, le 23 et le 24 Août.

Marseille vit dans ses faubourgs se dérouler les combats pour sa libération qui apparaît imminente.

ET CLERMONT-FD ?

Notre région a été en partie libérée, deux départements étant aux mains des F.F.I. : la Haute-Loire et le Cantal.

Par contre Clermont-Ferrand a vu un rassemblement des forces allemandes traquées dans toute l'Auvergne et le sud de la France.

Sa prise peut être retardée de façon à éviter que la population de notre grande cité ne souffre point d'un combat prématuré dans la ville.

Le blocage des troupes allemandes se poursuit méthodiquement et le moment est proche où celles-ci, isolées au centre de notre Auvergne, devront capituler devant les milliers et les milliers de nos hommes des F.F.I. qui viennent chaque jour resserrer l'étreinte et qui seront bientôt appuyés par les troupes alliées dont l'arrivée semble imminente.

(Lire la suite en 2^e page)

LA GUERRILLA

Sur les fronts d'Auvergne

La bataille fait rage sur toutes les routes ou systématiquement, méthodiquement, les troupes boches en retraite sont accrochées par les nôtres.

Les colonnes sont sectionnées, bousculées sans répit et se désagrègent peu à peu pour en fin de compte capituler ou être anéanties.

Le 1er Août, à Bains (Hte-Loire) 5 officiers allemands et 10 soldats sont tués, 16 faits prisonniers - chez nous 3 tués.

Le 10 Août à St-Genest près Saint-Paulien (Hte-Loire) 60 véhicules sont bloqués pendant plusieurs heures - Le Commandant et 22 hommes sont tués, de nombreux blessés.

Le 13 Août, toujours en Hte-Loire, à Yssingeaux, 11 camions sont attaqués, 2 sont incendiés, 3 pris par nos hommes. Chez les boches, une dizaine de victimes, chez nous rien.

Le 14 Août à St-Yvoine (Puy-de-Dôme) un groupe attaque un convoi de 5 véhicules : 15 morts, 28 blessés chez les boches - et rien chez nous.

Le 16 Août, au Chavanen, près de Bourg Lastic (Puy-de-Dôme), une colonne allemande est coupée: 60 morts chez eux, chez nous un blessé.

Le même jour, au Pont du Fraisse, dans la même zone, 4 voitures allemandes dont une d'officiers sont détruites. Chez nous 5 morts, 40 soldats allemands et cinq officiers tués.

Du 17 au 21 Août, une colonne alle-

mande (1600 hommes) attaquée près du Puy s'enfuit et est pourchassée pendant 60 kms. Dans la région de Viverels (Puy-de-Dôme) elle capitule enfin, ayant 150 morts, de nombreux blessés. Il nous rentre un matériel extrêmement important 3 canons, 100 véhicules, armes lourdes et légères, essence, etc... et de nombreux prisonniers; dont les miliciens du Puy en fuite: 33 tués.

Le 18 Août à Chateldon (Puy-de-Dôme) 4 camions sont attaqués. Trois tombent entre nos mains, contenant des armes et des munitions. Un officier allemand et 5 soldats sont tués, 22 blessés, 5 prisonniers. Chez nous aucune perte.

Le même jour, à la Baraque près Brioude, 6 camions allemands sont mis en fuite, 2 camions détruits, de nombreux morts et blessés.

Le 18 Août, la garnison d'Ussel (Corrèze) s'est rendue: une centaine de morts, 50 prisonniers.

Le 20 Août, la garnison du Puy, après bataille rangée, s'est rendue à son tour: 170 prisonniers.

Le 16 Août, celle de Mur de Barrez (Cantal) s'était livrée.

Dans la région de Montluçon (Allier) de très sérieux accrochages ont lieu dont nous n'avons pas encore exactement les bilans, de même vers Pontgibaud et Saint Gervais.

Dans l'ensemble de notre région nous avons fait à ce jour plus de 1000 prisonniers.

de Clermont-Fd par les troupes allemandes, suivie immédiatement par l'occupation des F.F.I. acclamés frénétiquement par la population de la capitale auvergnate.

— Les armées alliées ont libéré Nîmes et Montpellier.

— A l'Est de Paris, les blindés américains ont atteint Troyes.

Rien ne peut arrêter les troupes alliées. Ce n'est plus une déroute pour le Reich, c'est une poursuite où ses troupes jouent le rôle du gibier.

Imprimerie spéciale du Mur d'Auvergne

L'ÉPURATION

Les Miliciens et agents de Gestapo n'ayant pu s'enfuir sont arrêtés ou exécutés après jugement.

Ainsi sont tombés Gérard et Jean Vernière, agent de la Gestapo, de si triste réputation et leurs collègues Guy Meyzonnier Lassagne, Dumontel à Clermont, Guichard, Dresel et de nombreux autres, au Puy.

De Cernovitz, Chadeyron, Bougeon, Vimal et trois Francs-Gardes à Vic le Comte.

A Montluçon, Lamy, Secrétaire Général du P. P. F. et le chef d'action du P. P. F., tous deux agents de Gestapo ont été abattus au cours d'une attaque sur la ville.

La plupart des traitres filent avec leur famille sur l'Allemagne. Entassés dans des camions, avec une maigre ration de vivres ils connaissent à leur tour la déportation qu'ils trouvaient si plaisante pour nos petits gars. Et nous les retrouverons là-bas pour le règlement de comptes! Quand ce ne sera pas même en route, comme le 21 août, où 33 Miliciens du Puy, en fuite, ont été tués.

DÉPART DU MARÉCHAL

Vichy, le 20 août:

Le Maréchal a quitté Vichy ce jour à 7 heures 30 du matin en avion pour une destination inconnue.

Ce départ a été dirigé par le Général Von Neubronn, deux officiers et quatre agents de la Gestapo.

Il n'y a eu aucun incident entre l'Hôtel du Parc et le champ d'aviation.

AUDACIEUSE ACTION

Dans la nuit du 11 au 12 août, une évasion de grand style a été réalisée à Riom après une mûre préparation. En 20 minutes, la prison a été vidée de ses 64 prisonniers politiques, dont 14 femmes.

Après la libération des prisonniers politiques d'Aurillac et du Puy c'est là encore un pas vers la justice.

Bravo aux camarades qui ont mis sur pied cette dangereuse opération et ont pu la réaliser sans effusion de sang.

Dernière Heure:

Nous apprenons en dernière heure, l'évacuation

(suite de la 1^{re} page)

Au moment où les combats se dérouleront pour la libération de Clermont-Ferrand, la population est invitée à conserver tout son calme, à ne pas sortir des maisons et observer les règles de prudence hors desquelles nos opérations se trouveraient considérablement gênées.